

Cahier no 7913

Valeur, monnaie et inflation

par

Michel De Vroey
Université Catholique de Louvain
Université de Montréal

Avril 1979

Ce cahier est publié conjointement par le Département de Science Economique et par le Centre de Recherche en Développement Economique de l'Université de Montréal.

Table des matières

Chapitre 1 : Préalables conceptuels	4
I - Les concepts liés à l'échange marchand	4
II - La quantité de monnaie	22
 Chapitre 2 : La hausse générale des prix. Possibilités formelles et logiques sous-jacentes en fonction des différentes étapes du développement monétaire	32
I - Système exclusivement métallique, sans possibilité de crédit	34
II - Le billet étatique, sans possibilité de crédit	35
III - Le crédit sur thésaurisation	40
IV - Le crédit avec création de monnaie bancaire	44
V - Cours forcé et création de monnaie bancaire	48
 Chapitre 3 : De la condition formelle à l'existence réelle. L'inflation dans le régime d'accumulation intensive	59
I - Les traits constitutifs de l'accumulation intensive	60
II - L'inflation rampante	63
III - La crise en régime d'accumulation intensive. De l'inflation rampante à l'inflation cumu- lative	71

PRESENTATION

Si l'inflation, qui constitue le sujet du texte qui suit, "fait la une" de l'actualité économique, notre étude s'inscrit néanmoins en marge de l'énorme littérature consacrée à la matière. Son objectif est certes d'expliquer l'inflation dans sa forme récente, caractérisée par un enchaînement entre une longue inflation rampante, souvent jugée comme peu alarmante, et une inflation galopante, d'autant plus curieuse qu'elle s'inscrit dans un contexte de crise économique et dont l'aspect paradoxal est épinglé par l'expression de stagflation. Mais la particularité de notre approche est qu'avant d'entrer dans le vif de ce sujet, nous proposons au lecteur un long détour. Le but qui y préside est de rattacher l'inflation aux catégories essentielles de l'échange marchand, comme la valeur, le prix, la monnaie et le profit, tels que ces concepts sont entendus à l'intérieur du paradigme marxiste (à travers la lecture peut-être un peu particulière que nous en faisons). L'étude comporte trois parties. La première examine parmi les concepts fondamentaux de la théorie de la valeur ceux qui nous semblent être d'une utilité particulière pour poser la problématique dans laquelle l'inflation pourra être saisie. La deuxième partie étudie les causes possibles d'une augmentation du niveau général des prix à différents stades de développement de l'institution monétaire. Enfin la troisième partie s'efforce, à partir de ces préalables conceptuels, d'expliquer le rôle joué par l'inflation dans le capitalisme contemporain. L'hypothèse de base à cet égard est, dans sa formulation la plus grossière, que l'inflation n'est pas aussi dysfonctionnelle qu'on le dit.

Elle est un des éléments de régulation du système, sa logique consistant à reporter sur l'ensemble de la collectivité sociale les pertes de valeur qu'engendrent le jeu de l'échange marchand et de l'accumulation du capital.

Comme on peut le constater aisément, notre projet est vaste et ambitieux. Ceci est dû à la fois à l'ampleur du sujet et au fait que nous aimerions en donner une explication en profondeur. Par ailleurs, l'étude s'inscrit à l'intérieur de diverses limitations. En premier lieu, nous nous bornons à examiner la logique de l'inflation dans le contexte d'une formation sociale unique, laissant donc hors du champ d'investigation le mécanisme de la transmission internationale de l'inflation. En second lieu, l'article ne donne qu'une ébauche théorique. Aucun effort empirique n'y est tenté. Non pas que nous dédaignons une telle tâche - elle est certainement cruciale - mais nous pensons néanmoins qu'il existe une préséance logique de l'exposé conceptuel par rapport au travail empirique et qu'à ne pouvoir faire les deux pour le moment, il vaut mieux alors se cantonner à la première étape de l'entreprise globale. Enfin, nous n'entrons pratiquement pas du tout dans la confrontation de nos vues avec celles d'autres auteurs. Même à l'intérieur de la grille marxiste, nous ne faisons pas référence aux diverses études récentes parues sur le sujet¹. Par contre, nous nous inspirons très largement d'un ouvrage particulier, le livre de Michel Aglietta, Régulation et crises du capitalisme², dans lequel nous avons trouvé les

¹Comme par exemple le rapport CEPREMAP-CORDES et les ouvrages de C. Barrère, Crise du système de crédit et capitalisme monopoliste d'état, 1977; P. Grou, Monnaie, crise économique : éléments d'interprétation, 1977; R. Boyer et J. Mistral, Accumulation, inflation, crises, 1978; A. Lipietz, Crise et inflation, 1979.

²Calmann et Lévy, 1976.

hypothèses centrales de notre étude. Nous ont également servi de référence, outre naturellement l'oeuvre de Marx lui-même, l'étude pionnière de Suzanne de Brunhoff et Jean Cartelier "Une analyse marxiste de l'inflation"¹ et les travaux de Mandel². A cause de ces diverses limitations, jointes à la complexité du sujet traité, il convient de percevoir ce texte comme un document de travail devant être révisé et élargi.

Je remercie les différentes personnes qui m'ont aidé dans ce travail, en particulier mes collègues et amis Jacques Gouverneur et Robert Cobbaut de l'Université de Louvain et les étudiants de cette université qui ont participé à mon cours sur l'inflation. Ils ont été les témoins de mes balbutiements et m'ont grandement aidé à mieux formuler mes idées. Je remercie également le Département de science économique de l'Université de Montréal et ses membres, et particulièrement son directeur Robert Lacroix. En m'invitant ils m'ont donné un cadre de travail aussi serein que stimulant. Mes remerciements vont également à Gilles Dostaler, Philippe Devillé, Robert Armstrong, Maurice Lagueux, Marc Los, Sylvie Venne, Normand Roy et Christian Deblock, qui ont apporté leurs commentaires sur une première version du texte, ainsi qu'aux étudiants de l'Université de Montréal qui ont participé au cours que j'y ai donné. Je remercie enfin Suzanne Larouche qui a dactylographié avec compétence un manuscrit plein d'embûches.

¹Chronique sociale de France, 1974, repris dans l'ouvrage de de Brunhoff, Les rapports d'argent, 1979.

²Principalement son livre Le troisième âge du capitalisme, 1976.

CHAPITRE I - PREALABLES CONCEPTUELS

I - Les concepts liés à l'échange marchand

Puisque cette étude vise à rattacher le phénomène de l'inflation aux caractéristiques de fonctionnement d'un système marchand, il nous faut rapidement rappeler les grands traits de ce dernier en le décrivant comme un modèle pur¹. Les décisions de production y sont prises par des agents particuliers - les capitalistes - sur leur libre initiative. Le travail privé que ces initiatives mettent en oeuvre ne devient reconnu comme fraction du travail social que lorsque les marchandises issues de ces travaux sont achetées sur le marché. L'échange sur le marché valide donc le travail privé. La valeur d'une marchandise, dont la grandeur est déterminée par les conditions de production moyenne, est créée au moment de l'échange et n'existe qu'à ce moment-là. Auparavant et par après, la marchandise n'a qu'une valeur potentielle. La valeur est une grandeur indivisible qu'on ne peut atteindre que par le raisonnement. Ce qui apparaît est un prix, forme de la valeur. Valeurs et prix sont co-extensifs, ils s'appliquent à la même réalité, à la condition qu'il n'y ait pas de travaux improductifs dont les produits prennent la forme du prix, ce que nous supposerons dans cette étude. Au moment de l'échange marchand, c'est-à-dire lorsqu'une marchandise s'échange contre un montant monétaire, simultanément à la

¹Les pages qui suivent constituent un résumé de vues qui sont exposées plus longuement dans notre étude "Travail abstrait, marchandise et valeur", Cahiers de recherches, Département de science économiques, Université de Montréal, no 7912, 1979. La pleine compréhension du raisonnement présenté dans l'ensemble de cette section requiert la connaissance des concepts présentés dans cette étude.

création de valeur se produit la formation du revenu. Celle-ci est la manifestation dans l'ordre des prix de la création de la valeur, dans la mesure où il n'y a pas d'intervention étatique¹. Alors la somme des prix et celle des revenus sont identiques.

Examinons d'une manière plus approfondie le mécanisme de l'échange marchand en centrant notre attention sur un aspect particulier qui est souvent laissé dans l'ombre et qui est pourtant crucial pour la compréhension de l'inflation, à savoir l'examen de ce qui se passe en cas d'échec de l'échange marchand. Le raisonnement procédera en deux étapes. Dans la première nous supposons qu'il n'y a que du travail vivant. La production s'effectue sans moyens de production ou ceux-ci sont produits directement par le producteur à l'intérieur de son cycle de production et s'usent dans le laps de celui-ci. Cette hypothèse n'est évidemment pas plausible. Elle n'est posée qu'à titre provisoire. Dans la seconde étape, nous prenons en compte le fait qu'il existe des moyens de production, fabriqués par certaines unités de capital et vendus à d'autres. On admet également le fait que leur consommation s'étend sur plusieurs cycles économiques.

A) Première étape : uniquement du travail vivant

Comme on le sait, l'échange marchand valide du travail privé. Mais ce processus est plus complexe que ce qu'on pourrait croire. Il doit être examiné sous un double aspect. Il faut d'abord se demander s'il y a ou non réussite de la validation. C'est une question de tout ou rien. Il faut ensuite s'interroger sur le taux auquel la validation s'opère. Ceci est une question quantitative, une affaire de degré. Il peut y avoir soit un échange à un taux conforme à la norme d'équilibre, c'est-à-dire avec une égalité entre le prix effectif et

¹Cf. plus loin.

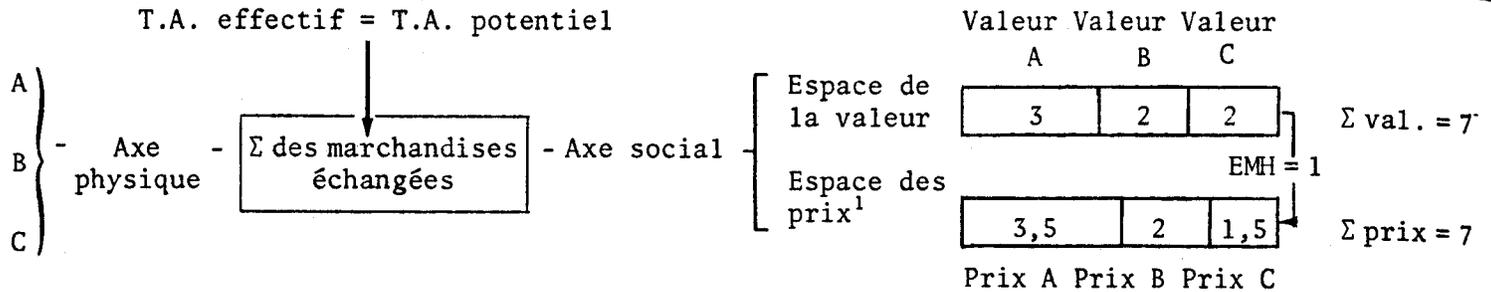
le prix de production, soit un échange non-conforme à cette norme. Alors le prix effectif et le prix de production ne coïncident pas.

Regardons de plus près chacune de ces possibilités en raisonnant d'abord dans un contexte d'absence de pouvoir de marché (tous les agents sont "price-takers"). Elles sont visualisées dans le tableau p. 7. La pleine validation se réfère au fait que toutes les marchandises sont vendues. Dans le premier cas étudié, nous supposons en plus qu'elles sont vendues à leur prix d'équilibre, c'est-à-dire au prix de production. Le tableau illustre le fait que les marchandises, qui sont le produit du travail abstrait, se présentent sous un double aspect. En tant que réalité physique, la somme des marchandises prend la forme d'un vecteur de biens. Nous supposons qu'il y a en 3. En tant que réalité sociale la marchandise se présente sous la forme d'un prix, lequel est fondé par une valeur. Les prix et la valeur appartiennent à deux espaces séparés, qui ne peuvent être confondus mais entre lesquels il y a une correspondance. Chacune des cases, dans lesquels les deux espaces sont divisés, désigne soit le prix unitaire soit la valeur unitaire des diverses marchandises¹. Le concept d'expression monétaire de

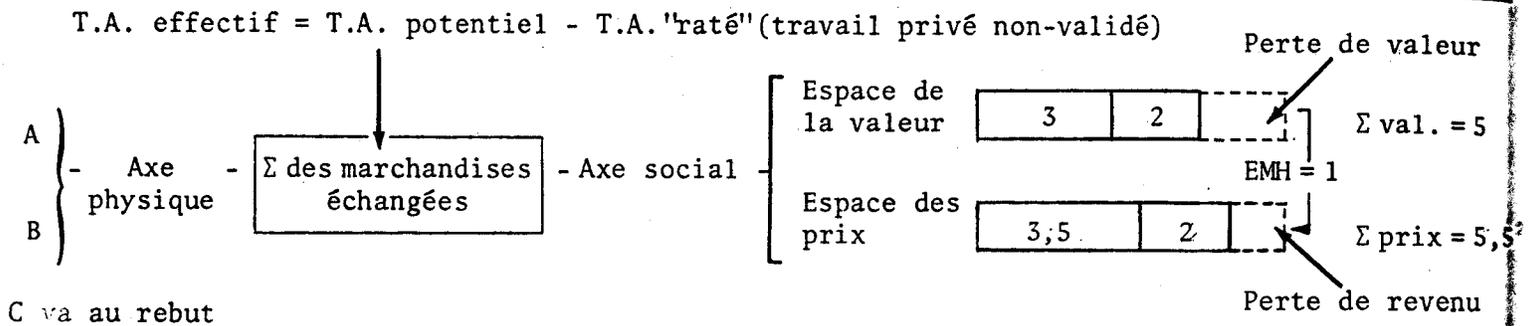
¹Si l'on raisonne en supposant que les branches ont la même composition organique du capital (C.O.C.), le prix d'équilibre est le prix simple, c'est-à-dire un scalaire sur l'espace des prix dont la grandeur est déterminée exclusivement par le travail social nécessaire. Si l'on raisonne en admettant une différenciation des compositions organiques du capital, le prix d'équilibre est le prix de production, c'est-à-dire le prix simple modifié à la hausse ou à la baisse de telle sorte que les diverses branches participent également, en fonction de la grandeur de leur capital, à la répartition de la masse de plus-value. Le passage des prix simples au prix de production consiste en un réaménagement interne de l'espace des prix, dont la grandeur totale reste cependant inchangée. Il faut bien distinguer le problème de la grandeur totale de l'espace des prix et celui du fractionnement interne de cet espace. Dans le schéma, nous supposons que les compositions organiques du capital sont différentes et que les prix de production constituent les prix d'équilibre du système. Dans notre exemple, la branche A a une C.O.C. plus élevée que la moyenne, la C.O.C. de la branche B est égale à la moyenne et celle de la branche C lui est inférieure.

Les diverses issues possibles au problème de la transformation du travail privé en travail abstrait

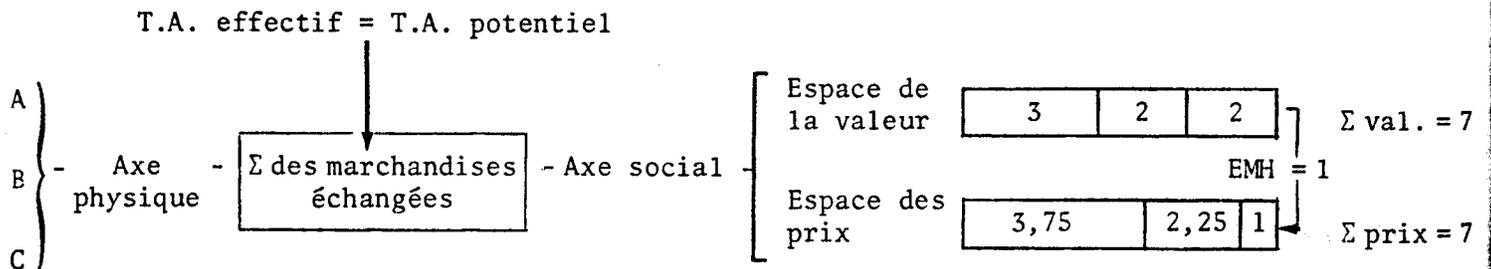
1 - Pleine validation avec échange conforme à la norme



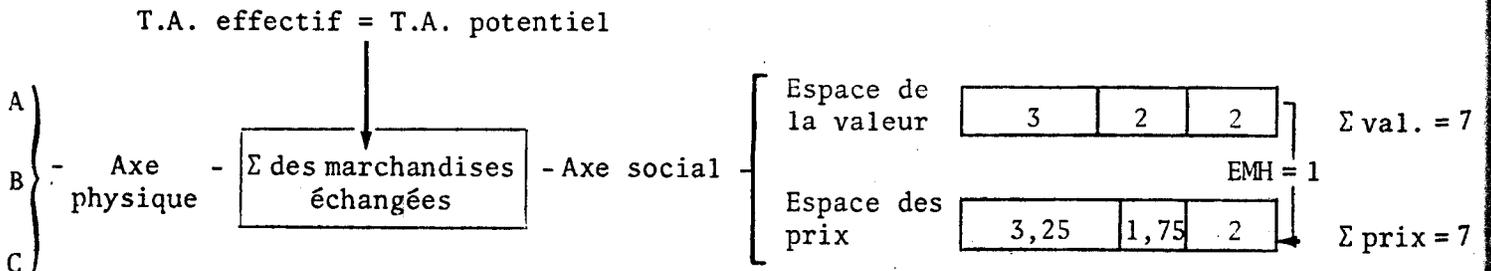
2 - Absence de pleine validation mais échange conforme à la norme



3 - Pleine validation mais échange non-conforme pour la marchandise C; 1er cas : 0 > D.



4 - Pleine validation mais échange non-conforme pour la marchandise C; 2e cas : 0 < D.



¹ Si'il y avait en unicité des C.O.C. l'espace des prix se serait fractionné comme l'espace des valeurs

3	2	2
---	---	---

² Notons qu'en raison de la formation des prix de production, l'absence de pleine validation entraîne une rupture de l'identité entre la somme des valeurs et la somme des prix.

l'heure de travail (EMH) établit la correspondance numérique entre les deux espaces vus comme des totalités. L'EMH est ici définie, par construction, comme étant égale à 1. En conséquence la somme des valeurs et celle des prix s'égalisent aussitôt qu'il y a pleine validation. Les mêmes scalaires s'appliquent aux prix simples des marchandises et à leur valeur unitaire (mais non aux prix de production!).

Le cas 1 montre ce qui se passe lorsqu'il y a pleine validation du travail privé et, en plus, respect de la norme des échanges. L'ensemble de la valeur potentielle est créée. L'ensemble du revenu potentiel est formé. Il n'y a aucune perte. Les proportions d'échange entre les marchandises sont conformes à la norme d'équilibre, bien qu'elles soient différentes des rapports de valeur. Les autres cas montrent ce qui se passe lorsqu'il n'y a pas adéquation entre l'offre et la demande. Trois possibilités sont ouvertes. Supposons que pour une marchandise donnée, par exemple la marchandise C, la quantité offerte excède la demande existant pour le niveau de prix correspondant au prix d'offre. Deux issues sont possibles en fonction de l'élasticité de la demande. Si celle-ci est inélastique, le cas 2 se produira. Si elle est élastique, c'est le cas 3. Si nous faisons l'hypothèse inverse, en supposant que pour la même marchandise C, la quantité offerte est inférieure à la quantité demandée au prix d'offre initial, nous tombons dans le cas 4. Examinons ces trois cas successivement. Au cas 2, on suppose que la marchandise C n'est pas vendue et doit être mise au rebut. Le travail qui a servi à la produire est du gaspillage. Une partie du travail abstrait qui aurait pu être formé ne l'est pas. Il y a une perte de valeur se traduisant par une perte de revenu. Le producteur qui a fait

un mauvais choix ne réalise pas le revenu qu'il comptait faire. La dépense salariale qu'il a effectuée en engageant les travailleurs pour produire ces biens n'est pas récupérée. L'absence de vente entraîne une diminution du revenu total effectif par rapport au revenu total potentiel. C'est ce que nous appelons une perte de non-validation. Notons que la perte de l'un n'est pas compensée par le gain d'un autre (ce qui sera le cas dans la "perte de circulation"). Ici personne n'y gagne. Si la perte est importante, le capital en question peut tomber en faillite et disparaître comme entité de capital autonome.

Les cas 3 et 4 examinent ce qui se passe lorsqu'il y a pleine validation mais que tous les échanges ne sont pas conformes à la norme. La caractéristique commune de ces deux cas est que la même grandeur de revenu est atteinte que dans le cas 1. Mais étant donné la situation du marché, les prix effectifs vont diverger des prix de production, entraînant un nouveau réaménagement interne de l'espace des prix. Les rapports d'équivalence cessent d'être conformes à la norme. Prenons le cas 2. Du fait que l'offre est supérieure à la demande, le prix effectif de la marchandise C sera 1 au lieu de 2. Les acheteurs de cette marchandise bénéficient d'une ristourne. L'argent ainsi économisé sera consacré à l'achat d'autres marchandises, en l'occurrence A et B pour lesquelles la demande s'accroît en conséquence. Si pour ces dernières, il y avait initialement équilibre entre l'offre et la demande, l'accroissement de demande entraîne une hausse de prix. Au cas 4, la situation est la suivante. Du fait de l'existence au prix d'équilibre d'une demande supérieure à l'offre, le prix effectif de la marchandise C est supérieur à son prix d'équilibre (2 au lieu de 1,5).

Cette fois nous avons l'effet inverse pour les deux autres marchandises. La prime supplémentaire nécessaire à l'achat de la marchandise C a pour effet de diminuer le montant d'argent disponible pour l'achat des marchandises A et B. Suite à la baisse de la demande pour ces produits, leurs prix effectifs seront inférieurs aux prix d'équilibre. Comme on le voit, les différents cas s'interpénètrent.

La conséquence de ces déséquilibres est que certains vendeurs réalisent un chiffre d'affaires supérieur à celui qu'ils auraient atteints si les prix effectifs de leurs marchandises n'avaient été supérieurs à leurs prix de production. Ils en retirent un gain. Symétriquement, d'autres vendeurs réalisent un chiffre d'affaires inférieur et subissent un manque à gagner. Il y a en fait un transfert monétaire entre les uns et les autres. Les gains des uns sont compensés par les pertes des autres. Le solde des deux montants est nul. Ce type de perte et de profit, dans lequel il y a compensation, est appelé profit et perte de circulation.

L'introduction du pouvoir de marché introduit deux possibilités supplémentaires : a) l'agent price-maker peut induire un dépassement du prix effectif par rapport au prix d'équilibre. En conséquence il bénéficie d'un profit de circulation (dans le cas précédent le profit de circulation est dû à la chance d'un rapport offre/demande favorable); b) l'agent price-maker peut imputer à d'autres agents la perte de non-validation qu'il subit sur certains de ses produits. Une perte de non-validation ne peut pas être éliminée. Mais le responsable initial peut s'en décharger sur d'autres. Dans ce cas il y a un relais entre perte de non-validation et profit de circulation.

B) Deuxième étape : travail vivant plus travail passé

Le problème

D'une part, la valeur est une mesure de l'instant. Ceci a une double connotation : 1) la valeur n'existe qu'au moment de l'échange. Il faut qu'il y ait échange pour qu'il y ait valeur. Alors l'idée d'un stock de valeur, d'une valeur incorporée, doit être abandonnée. Le stock de valeur est en fait une valeur potentielle. 2) La valeur d'une marchandise est déterminée non par les conditions effectives moyennes de sa production mais par les conditions moyennes en vigueur au moment de l'échange. Mais, d'autre part, il y a des marchandises dont la consommation s'étend sur plus d'un cycle, principalement les moyens de production. L'idée traditionnelle que ceux-ci transmettent leur valeur ne devient-elle pas problématique à la lumière d'une théorie de valeur définie comme une mesure de l'instant?

La nouvelle dimension du processus de validation

Si le producteur capitaliste organise lui-même la fabrication des moyens de production et des produits finis, alors la vente de ceux-ci valide non seulement le travail privé présent mais aussi le travail privé passé. Ces machines n'ayant jamais passé le test de la validation, la validation du produit fini englobe dès lors les deux "examens". Si le producteur capitaliste achète les moyens de production, la situation est plus complexe. Alors la vente du produit fini exerce une sanction modulée : d'une part, elle valide le travail privé présent, d'autre part, elle confirme le bien-fondé de la dépense en machines.

Il serait faux d'affirmer qu'elle valide le travail privé nécessaire pour produire la machine, car cette validation a été réalisée lors de son achat par le capitaliste. Elle confirme le fait que la dépense en moyens de production n'a pas été effectuée en vain. Il fallait l'acheter pour que les travailleurs puissent produire des marchandises. Celles-ci sont vendues et le capitaliste en retire un profit. L'objectif pour lequel la machine a été achetée, a donc été atteint. En d'autres termes, au moment de l'échange un double processus est à l'oeuvre. Il se produit, d'une part, une création de valeur, correspondant à la validation du travail privé vivant et, d'autre part, une réactualisation (pour un instant, celui de l'échange) d'une valeur créée antérieurement. Cette réactualisation est rendue possible par le fait de la pérennité de l'étalon monétaire à travers le temps. La notion de transfert de valeur ne peut donc être entendue que dans ce sens. Elle se traduit dans la comptabilité des firmes par la formation d'un coût d'amortissement, composante du coût de production total imputant à chaque produit final sa part dans l'usure des moyens de production. Le transfert de valeur se situe à l'articulation de la production et de la circulation, comme la création de la valeur. Il ne se réalise que lorsque la marchandise finale est vendue.

Lorsqu'il y a des machines, la non-validation prend également un aspect double : non-validation du travail privé et non-transfert de valeur de la machine au produit. Ce non-transfert n'est pas une non-validation, rappelons-le, puisque la validation a eu lieu et que la validation est un processus unique. S'il engendre une perte monétaire, celle-ci n'est pas de la même nature que la perte de non-validation.

Ici la perte porte non pas sur l'incapacité de créer le revenu de la période (la "valeur ajoutée nette") mais sur l'incapacité de transférer du revenu d'une période à l'autre en conséquence du non-accomplissement du plan d'amortissement. Cette perte peut, elle aussi, être imputée à un autre agent que celui qui en est la victime initiale. Mais, de nouveau, elle doit toujours retomber sur le dos de quelqu'un. Une perte ne peut pas être effacée. (Quant on parle de la "sanction de la loi de la valeur", l'expression ne peut avoir que ce sens-là). Comme pour la validation, le transfert de valeur peut donner lieu à des pertes et profits de circulation. Si les conditions de marché sont telles qu'au point de vue des inputs, le capitaliste peut acheter la machine en-dessous du prix d'équilibre ou qu'au point de vue des outputs, il peut élever la part de l'amortissement au-dessus du coût réel (et donc le prix du produit final au-dessus du prix d'équilibre), alors il fait un profit de circulation. C'est l'existence de celui-ci qui peut donner l'illusion que les machines créent du profit. S'il est vrai que le capitaliste peut augmenter son profit grâce à l'utilisation de machines, il s'agit seulement d'un profit de circulation, aux dépens soit de ses concurrents, chez lesquels il y aurait une moindre efficacité du travail, soit des agents auxquels il vend ou achète.

La conséquence de la prise en considération du travail passé est que dorénavant la valeur totale excède la valeur créée, puisqu'à celle-ci vient s'ajouter la valeur réactualisée ou transférée. Similairement, le revenu total se décompose en deux fractions : le revenu créé et le revenu transféré des périodes antérieures et comptabilisé au titre d'amortissement.

La dévalorisation

Le concept ne s'applique qu'aux marchandises dont la consommation s'étend sur plusieurs périodes, c'est-à-dire par excellence aux moyens de production. Il désigne la diminution de leur valeur au fil du temps. Deux types de facteurs déterminent la dévalorisation : l'usure et l'obsolescence. Elle peut donc prendre deux formes selon qu'elle est causée par l'un ou l'autre de ces facteurs.

1) Dévalorisation par usure (ou par dépréciation technique)

Supposons une machine qui dure dix cycles. Elle est achetée à son prix d'équilibre. De même, les produits qu'elle sert à produire sont tous écoulés à leur prix d'équilibre. A chaque cycle, elle s'use d'un dixième et transmet un dixième de sa valeur. Dans la comptabilité de l'entreprise il y a, à chaque cycle, inscription d'un dixième du prix de la machine dans la rubrique amortissement. A la fin des dix cycles, le capitaliste dispose d'une somme lui permettant de racheter la même machine en supposant qu'il n'y a pas de modification dans les conditions de production de la machine (et donc dans la valeur et dans le prix de celle-ci)¹.

¹Si les conditions de marché sont telles qu'il ne peut pas vendre tous ses produits (ou tous les produits qu'il pourrait fabriquer à utilisation normale des capacités de production), alors le capitaliste ne peut pas réaliser entièrement son plan d'amortissement. A la fin des dix cycles les fonds d'amortissement ne sont pas suffisants pour racheter la machine. La diminution de profit qui s'en suit, puisque pour faire ce rachat le capitaliste doit puiser sur son profit, est une variante de la perte liée au non-transfert de valeur, complément de la perte de non-validation, décrite plus haut.

2) Dévalorisation par obsolescence

L'obsolescence résulte de deux facteurs, la baisse de valeur d'une machine donnée entre deux laps de production ou l'invention d'une nouvelle machine rendant l'ancienne désuète. Sa conséquence est d'entraîner une diminution de valeur au-delà de celle qui est due à l'usure. Examinons successivement les deux cas. Le premier se produit lorsqu'en cours d'utilisation de la machine, disons après cinq cycles, un progrès technologique a été réalisé, de telle sorte que la valeur de la machine a baissé puisqu'il faut moins de temps de travail pour la produire. Dans ce cas, dans la mesure où il y a pleine concurrence, la valeur transférée à chaque cycle ne peut plus être calculée sur la valeur ancienne mais doit l'être sur la valeur actuellement prédominante. La baisse de la valeur de la machine va entraîner une baisse de valeur et de prix du produit final, suite à une baisse de la composante "coût unitaire d'amortissement". Mais en conséquence le capitaliste ne peut récupérer par l'amortissement l'entièreté de la dépense effectuée pour acheter la machine. Les grandeurs de la valeur et du revenu transférés sont diminuées d'autant.

Prenons maintenant le second cas, l'invention d'une nouvelle machine permettant une efficacité accrue de la production. Pour rester dans la course concurrentielle, le capitaliste doit l'acheter peu importe où il en est dans l'usure et l'amortissement de l'ancienne machine. Celle-ci doit être mise au rebut avant d'être usée. Le plan d'amortissement ne peut pas être réalisé. Nous retrouvons à nouveau un "manque à gagner" en termes de la grandeur du revenu transféré. La perte trouve son origine dans une incapacité à réaliser le plan

d'amortissement tel qu'il est fixé en vertu du seul principe de dépréciation technologique. La prise en considération de l'obsolescence nous amène donc à percevoir une autre cause possible de non-réalisation du profit escompté, venant se joindre à la non-validation examinée plus haut. Les deux causes entraînent le même effet : une diminution de la grandeur du profit disponible pour la consommation des capitalistes et pour l'accumulation. Mais les deux types de pertes se forment d'une manière différente. La perte de non-validation résulte d'une absence de création de valeur, la perte d'obsolescence d'une diminution de la grandeur de valeur transférée. Dans les deux cas, le capitaliste peut, si sa position de marché est favorable, répercuter la perte sur d'autres agents. Cependant la possibilité de transmission de la perte n'élimine pas le fait qu'en fin de compte elle doit toujours être endossée par quelque(s) agent(s).

Dans la mesure où le développement du capitalisme s'accompagne d'une extension de la concurrence par progrès technologique, on voit le problème auquel les capitaux particuliers sont confrontés. Ils risquent à tout moment de subir la perte qu'engendre la non-réalisation du transfert intégral suite à l'obsolescence. S'il y a pleine concurrence, ils n'ont pas de latitude sur les prix et ne peuvent augmenter les coûts unitaires d'amortissement. S'il y a situation de marché oligopolistique, les choses deviennent différentes. Ils peuvent pratiquer une politique d'amortissement accélérée (par rapport à celle qui découlerait de la considération exclusive de

l'usure physique) et répercuter sur les prix la hausse du coût unitaire d'amortissement¹.

Les différents concepts de profit, perte et transfert monétaire

Ces réflexions nous permettent de raffiner les concepts liés à l'échange marchand. Il s'agit d'adjoindre à notion de profit capitaliste, fondé sur l'exploitation et analysé par Marx, des notions qui ont été souvent laissées dans l'ombre alors que leur intérêt théorique est pourtant fondamental. Il s'agit des notions de transfert monétaire, d'une part, et de perte de valeur et de revenu, d'autre part.

Commençons par la première de ces notions en soulignant qu'elle peut prendre différentes formes :

a) Les transferts monétaires impliqués par les échanges conformes à la norme des échanges

L'échange marchand consiste en une conversion d'une marchandise en monnaie. A l'intérieur d'un échange conforme à la norme d'équilibre il y a trois rationalités déterminant la grandeur monétaire transférée, c'est-à-dire en d'autres termes le prix d'équilibre :

- la validation du travail privé (création d'un revenu);
- la péréquation du taux de profit menant à la formation des prix de production (redistribution du profit entre capitaux à l'intérieur d'un revenu total inchangé);
- l'amortissement des moyens de production plus la récupération des dépenses en matières premières (transfert de revenu d'une période antérieure).

¹Notons, en anticipant sur la suite de l'analyse, que ceci en soi n'est pas inflatoire. Il peut s'agir seulement d'une modification des rapports d'équivalence à l'intérieur de l'espace des prix sans que la somme des prix ne se trouve modifiée. Ceci a été évoqué plus haut, p. 10, en disant qu'il peut se produire un relais entre perte de valeur (dans ce cas-ci due à l'obsolescence et non à la non-validation) et profit de circulation.

b) Les transferts monétaires exprimant un écart par rapport à la norme des échanges et inducteurs de profits ou pertes de circulation

Ils se produisent lorsque soit la conjoncture d'offre ou de demande, soit la structure de marché entraînent une différence entre prix effectif et prix d'équilibre. Ceci produit une modification de la partition interne de l'espace des prix sans cependant que pour autant la grandeur de cet espace soit modifiée. En effet, le propre des profits et pertes de circulation est que, pour l'économie vue comme un tout, ils se compensent exactement. En d'autres termes, si certains prix effectifs sont supérieurs aux prix d'équilibre ceci n'est possible que parce que, pour d'autres marchandises, les prix effectifs sont inférieurs aux prix d'équilibre. Pourtant, l'existence de profits de circulation peut augmenter la masse du profit capitaliste lorsque les profits et pertes de circulation traversent les rapports d'échange inter-classes. Si les profits et pertes de circulation se compensent parfaitement à l'intérieur de la classe capitaliste, le raisonnement marxiste traditionnel reste inchangé. Le profit à la disposition du capital provient exclusivement de l'exploitation. S'il y a pleine validation, il est donné par la formule :

$$p = \frac{S}{C + V} = \frac{S/V}{C/V + 1} = \frac{s}{c + 1}$$

p = taux de profit.

S = masse de profit d'exploitation (expression monétaire de la plus-value).

V = masse salariale de référence (expression monétaire de la valeur de la force de travail).

C = grandeur monétaire du capital constant (dépense totale - amortissement).

s = taux de plus-value.

Si par contre le profit ou la perte de circulation est inter-classes (c'est-à-dire s'il affecte des marchandises entrant dans la reconstitution de la force de travail), il s'en suit une modification de salaire effectif moyen par rapport au salaire de référence. Alors le solde de profit ou de perte de la classe capitaliste sur la classe salariée s'ajoute(ou se retranche) au(du) profit capitaliste. Appelons

S_* = masse de profit effectif.

V_* = masse salariale effective.

x_1 = solde de profits et pertes de circulation inter-classes.

$$S_* = S \pm x_1$$

$$V_* = V \mp x_1$$

$$p = \frac{S_*}{C + V_*} = \frac{S \pm x_1}{C + (V \mp x_1)}$$

Passons maintenant à l'examen de la deuxième notion, la perte de revenu liée à une perte de valeur. Alors qu'une perte de circulation est toujours compensée par un gain, cette fois il n'en est rien. En termes de nos schémas, nous n'avons plus une modification de la répartition à l'intérieur d'un espace de revenu (ou de prix) inchangé mais bien un rétrécissement de la grandeur de cet espace, trouvant sa source dans un rétrécissement de l'espace de la valeur. Trois types de pertes de revenu et de valeur peuvent se présenter :

- a) perte liée à la non-vente des marchandises; elle se décompose en deux portions spécifiques :
- perte de non-validation du travail privé vivant (non-crédation de valeur et de revenu),
 - perte de non-transfert de valeur, (non transfert de valeur et de revenu d'une période à l'autre),
- b) perte liée à la dévalorisation par obsolescence. Celle-ci cause une incapacité à transférer la totalité de la valeur des moyens de production, même s'il y a une vente exhaustive des marchandises (dans ce cas il y a validation du travail vivant et transfert de valeur mais dans une proportion unitaire insuffisante pour assurer le transfert intégral).

Si l'on suppose, pour la facilité, que l'expression monétaire de l'heure de travail = 1 et reste stable, ces notions peuvent être représentées en schémas¹ (voir page suivante).

L'ensemble de ces facteurs confluent en un manque à gagner monétaire pour le capital. La grandeur du revenu total effectif est inférieure à ce qu'elle serait s'il n'y avait pas de perte de valeur. Si le manque n'est pas compensée par un profit de circulation aux dépens de la classe salariée, le profit total est affecté. Lorsqu'on conjugue les effets des profits et des pertes de circulation inter-classes, d'une part, et ceux des pertes monétaires² découlant d'une

¹Nous supposons pour la facilité que lorsqu'un type de perte se présente, l'autre n'a pas lieu.

²Lorsque nous employons l'expression "perte monétaire" c'est toujours pour désigner une perte de valeur et de revenu. Une "perte de circulation" n'est pas une "perte monétaire" mais bien un "transfert monétaire".

perte en valeur, d'autre part, la formule du taux de profit devient :

$$p = \frac{S + x_1 - x_2}{C + (V + x_1)}$$

x_2 = montant total des pertes monétaires.

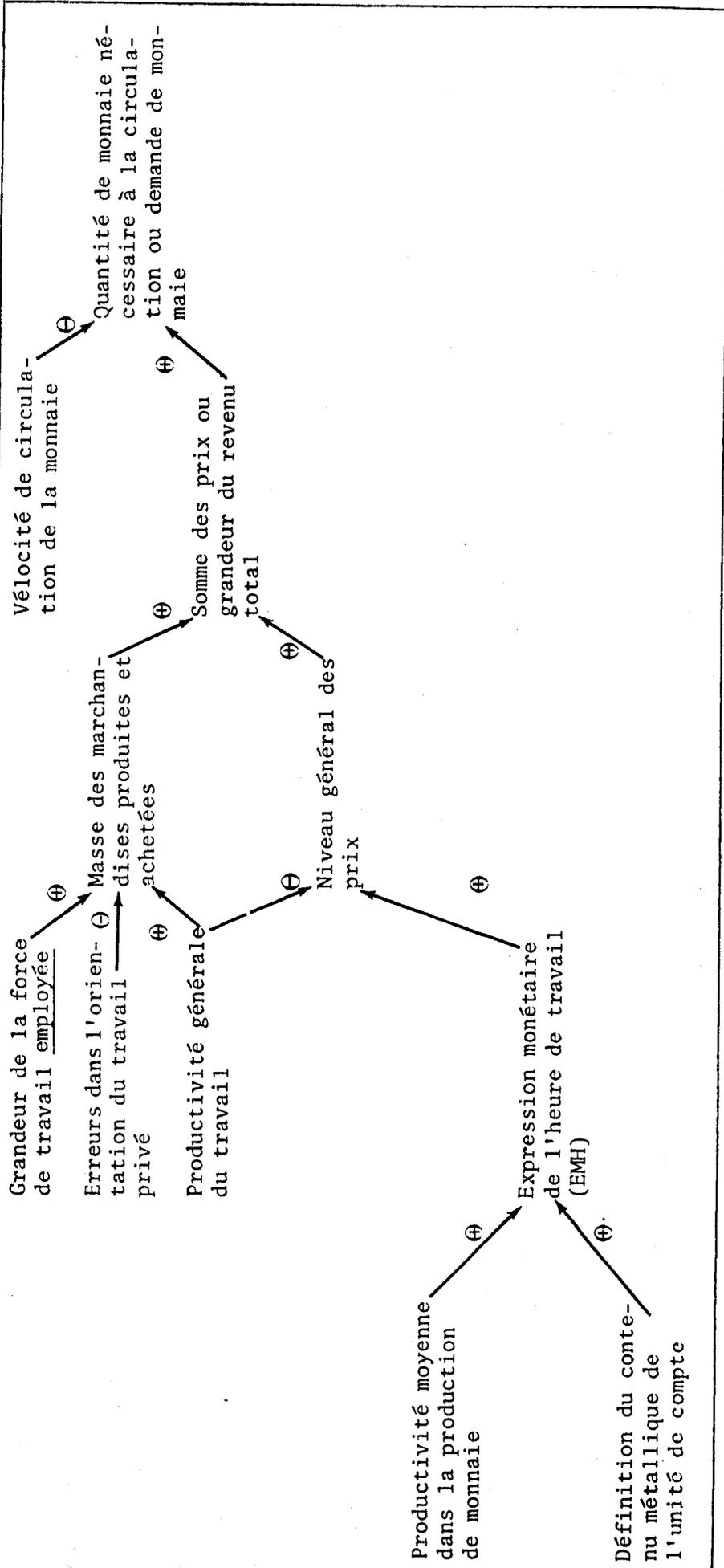
II - La quantité de monnaie

La quantité de monnaie est un thème qui a fait couler beaucoup d'encre, depuis les premiers écrits des économistes jusqu'à nos jours. Si nous l'abordons, ce n'est pas pour faire un ex cursus gratuit mais, de nouveau, parce que cela nous paraît indispensable comme préalable à la construction d'une théorie de l'inflation. Le point de départ de notre réflexion réside dans l'idée qu'à chaque moment de l'échange, la présence d'une certaine quantité de monnaie est exigée pour que l'échange puisse se dérouler normalement. Cette quantité peut être appelée la demande de monnaie à fin de transaction¹. Sa grandeur dépend d'une série de facteurs dont l'interaction est décrite dans le tableau qui suit. Soulignons que dans notre approche le prix préexiste à l'échange. Les marchandises ont déjà un prix (prix d'équilibre ou prix d'offre) avant d'être échangées. Contrairement à ce qui est affirmée dans le paradigme néo-classique, le prix ne découle donc pas de l'échange. Celui-ci détermine seulement l'adéquation du prix effectif par rapport au prix d'offre, avec les transferts monétaires qu'elle implique.

¹Lorsque dans la suite du texte, nous employons l'expression "demande de monnaie", il est sous-entendu que c'est une demande à fin transactionnelle.

Tableau 2

La détermination de la quantité de monnaie nécessaire dans un système métallique¹



¹Les différentes flèches indiquent l'ordre de détermination. Les signes ⊕ et ⊖ indiquent si la relation est directe ou inverse. Nous supposons qu'il n'y a pas de modification du type de marchandises produites. Une modification de la production allant dans le sens d'une production d'un nombre plus restreint de marchandises, cristallisant chacune une quantité plus grande de travail, constituerait alors un autre facteur de hausse du niveau général des prix. Mais celle-ci n'aurait pas d'incidence sur la somme des prix et la demande de monnaie.

La demande est donc première, comme c'est toujours le cas dans une production marchande, l'offre ayant à s'adapter à la demande par des réallocations de la force de travail. Mais l'analyse ne peut pas de cantonner à l'aspect demande, d'autant plus qu'en ce qui concerne précisément l'adaptation de l'offre à la demande, la monnaie constitue un cas spécial. En effet, il n'y a aucune raison pour que le montant de monnaie effectivement introduit dans la circulation par les producteurs corresponde à ce montant nécessaire! Raisonnons d'abord dans un contexte de monnaie métallique. La production de monnaie est toujours une activité attractive. D'une part, c'est le fétiche... D'autre part, elle ne rencontre pas de problème de débouchés. Ce qui est produit est toujours écoulé, ce qui n'est naturellement pas le cas pour les autres biens qui entrent dans l'échange marchand. Pas de risque donc de non-validation. Dès lors, un déséquilibre de la quantité de monnaie offerte (qu'il s'agisse de déthaurisation¹ ou d'un apport neuf de métal), par rapport à la quantité nécessaire ne se résoud que d'une seule manière : par une modification de la valeur d'échange de la monnaie, c'est-à-dire du pouvoir d'achat de la monnaie². Si l'offre de monnaie est supérieure à la demande de monnaie transactionnelle et si cet excédent n'est pas thésaurisé, le niveau des prix augmente. En d'autres termes, le pouvoir d'achat de la monnaie baisse. Par contre, si l'offre de monnaie est inférieure aux besoins de circulation et

¹Nous n'entrons pas ici dans l'étude des raisons expliquant le comportement vis-à-vis de la thésaurisation. Une telle analyse pourrait être effectuée à l'aide des concepts de la théorie keynésienne.

²On suppose, pour la simplicité du raisonnement, que la vélocité de circulation reste constante.

si cette insuffisance n'est pas compensée par une déthésaurisation, le niveau général des prix baisse. En d'autres termes le pouvoir d'achat de la monnaie augmente.

Par ailleurs, le mécanisme de rééquilibrage de l'offre par rapport à la demande, à l'oeuvre dans le cas des marchandises, ne joue ici que d'une manière limitée. Certes, une hausse du niveau général des prix devrait détourner les agents de la production d'or et inversement. En effet, en cas de hausse des prix, le revenu réel des producteurs d'or diminue et cette production devient dès lors moins attractive. Mais le rééquilibrage est ralenti par deux facteurs. D'une part, la sanction d'une surproduction d'or est moins directe que celle d'une surproduction de marchandises. Dans ce dernier cas, lorsqu'il y a non-validation, la réallocation du travail s'impose. Dans le cas de la monnaie, la sanction n'est pas aussi drastique, puisque de toute façon elle sera écoulee même si c'est à un taux inférieur. D'autre part, une "erreur" de production de monnaie ne peut pratiquement pas se corriger par une modification du flux de quantité produite. En effet, il est inhérent au choix d'un bien comme monnaie qu'il soit plus résistant à l'usure que l'ensemble des autres biens. Dès lors, une fois qu'une quantité de monnaie est injectée dans l'économie, elle y reste pour un très grand nombre de cycles. Avant que les déséquilibres n'aient pu être corrigés, de nouveaux afflux ne manqueront de se produire. Par contre, pour les marchandises qui se détruisent plus rapidement dans leur consommation, si durant la période t_1 il y a un excès de la quantité offerte par rapport à la quantité demandée au prix d'équilibre,

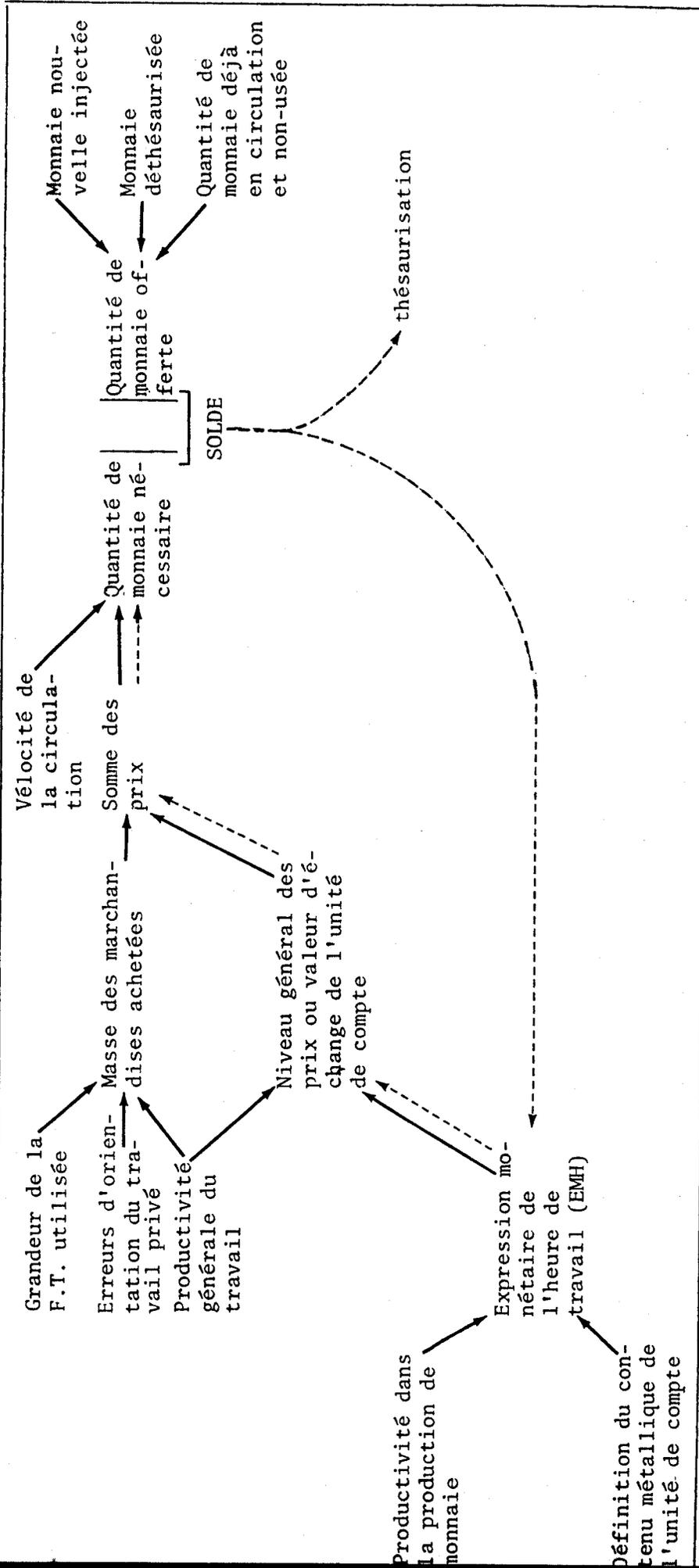
l'erreur peut être corrigée par une production moindre durant la période t_2 , dont l'effet sera de tendre à remener la valeur d'échange effective à la valeur d'échange d'équilibre.

Le tableau qui suit synthétise ces éléments et illustre l'incidence d'un décalage de l'offre de monnaie métallique par rapport à la quantité nécessaire pour la circulation. La relation entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau des prix est donc un problème plus complexe que ce qu'on croit. En ce qui concerne la définition de la quantité de monnaie nécessaire, la relation est à l'inverse de ce que dit la loi quantitative traditionnelle : c'est la somme des prix (et donc aussi le niveau moyen des prix)¹ qui détermine la quantité de monnaie nécessaire. Mais la proposition doit être complétée par une autre proposition allant en sens opposé et concernant l'influence d'un excédent de l'offre de monnaie par rapport à la quantité demandée. S'il n'est pas thésaurisé, cet excédent entraîne une hausse de l'EHM et, toutes autres choses étant égales, une hausse du niveau général des prix et donc de la somme des prix et de la quantité de monnaie nécessaire. L'expression de "quantité de monnaie nécessaire" doit donc être entendue dans un sens bien particulier. Si la quantité offerte dépasse ce montant (en général en lui étant supérieure) les transactions s'effectuent dans les mêmes rapports d'équivalence. Les proportions d'échange entre les marchandises ne se modifient pas. Mais

¹A la réserve mentionnée plus haut (cf. note du tableau 2, p. 23).

Tableau 3

Le rapport entre offre et demande de monnaie dans un système métallique



→ : effet de définition de la position d'équilibre
 - - - - -> : effet de correction du déséquilibre.

le rapport d'équivalence entre chaque marchandise et le bien monétaire change. Cette modification ne fait qu'exprimer le fait que le montant excédentaire a été absorbé. Il faut dès lors comprendre le terme nécessaire dans la spécification suivante : "nécessaire à partir du niveau de prix donné" ! Le déséquilibre ex ante entre l'offre et la demande de monnaie se corrige donc par une modification de la valeur d'échange de la monnaie entraînant le rééquilibrage ex post. Pour les montants excédentaires (mais seulement pour ceux-ci), la relation entre quantité de monnaie en circulation et niveau des prix joue donc dans le sens de la loi traditionnelle...

Les considérations qui précèdent restent vraies lorsque la monnaie n'est pas métallique. Il continue d'exister à tout moment un montant théorique de monnaie nécessaire. Si la quantité offerte de monnaie n'y correspond pas, une adaptation se fait en termes du niveau des prix, c'est-à-dire de la valeur d'échange de l'unité monétaire. Néanmoins la manière dont l'expression monétaire de l'heure de travail social (EMH) se définit, varie selon les formes que prend la monnaie.

Lorsque la monnaie est exclusivement métallique la grandeur de l'EMH dépend de trois ordres de facteurs : 1) un facteur technologique, la productivité dans la branche productrice de monnaie; 2) un facteur politique explicite, la définition par l'Etat du rapport unité de compte/quantité de métal; 3) un facteur lié au libre jeu du marché, la quantité d'or produite. Alors que les deux premiers facteurs interviennent ex ante, le troisième joue ex post. Tant qu'aucun de ces facteurs ne se modifient, l'EMH reste stable. Soulignons que déjà à ce

stade, l'EMH est une grandeur cachée. La seule grandeur observable est l'indice d'évolution du niveau général des prix. La grandeur de celui-ci est déterminée par deux ordres de facteurs exerçant un effet contraire : la productivité générale du travail - si elle augmente, le niveau général des prix baisse, toutes autres choses étant égales - et la grandeur de l'EMH, avec laquelle le niveau des prix varie d'une manière positive. Ainsi, si on se trouve face à une situation dans laquelle il y a, à la fois, hausse du niveau général des prix et accroissement de la productivité, ceci signifie que l'EMH a crû plus que le niveau des prix¹.

Lorsque la monnaie reste métallique mais que s'y ajoute une monnaie de papier étatique, un quatrième facteur doit être ajouté : l'émission de monnaie par l'Etat peut augmenter le niveau des prix (cf. plus loin). Si le facteur est neuf, le mécanisme de hausse est cependant le même que celui qui joue dans le cas du troisième facteur, lorsque l'afflux de monnaie métallique introduisant un déséquilibre entre offre et demande de monnaie découle de l'initiative privée.

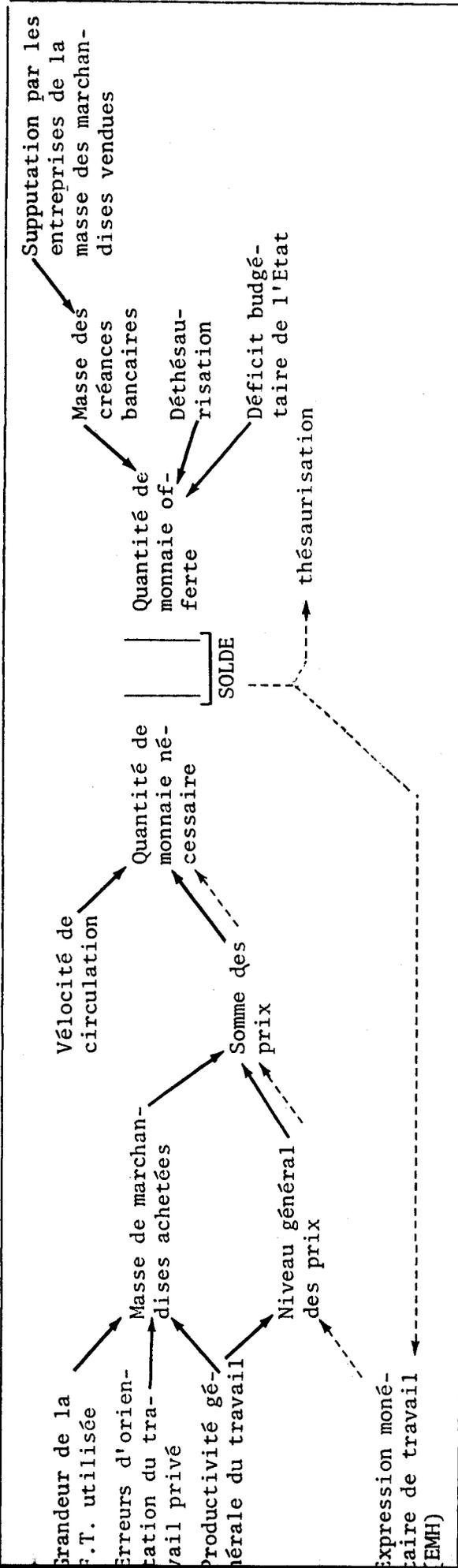
Lorsqu'il n'y a plus de circulation métallique, les trois premiers facteurs cessent de jouer. Alors la grandeur de l'EMH évolue, à partir du montant historique qui était le sien au moment de l'abandon de la base métallique, uniquement en fonction de l'adéquation entre la masse de monnaie émise par le système bancaire et la quantité de monnaie nécessaire aux transactions marchandes. Tant qu'il y a adéquation entre les deux montants, la grandeur de l'EMH reste stable.

¹On peut donc écrire : $\Delta p = \Delta \text{EMH} - \Delta p^{\text{té}}$ (où p = niveau général des prix et $p^{\text{té}}$ = productivité moyenne).

Elle cesse donc d'être un facteur autonome, pouvant être le point de départ d'une modification. Elle devient une grandeur-relais. Le tableau qui suit décrit l'interaction des variables en oeuvre dans un tel système.

Tableau 4

Le rapport entre offre et demande de monnaie dans un système monétaire de billets à cours forcé



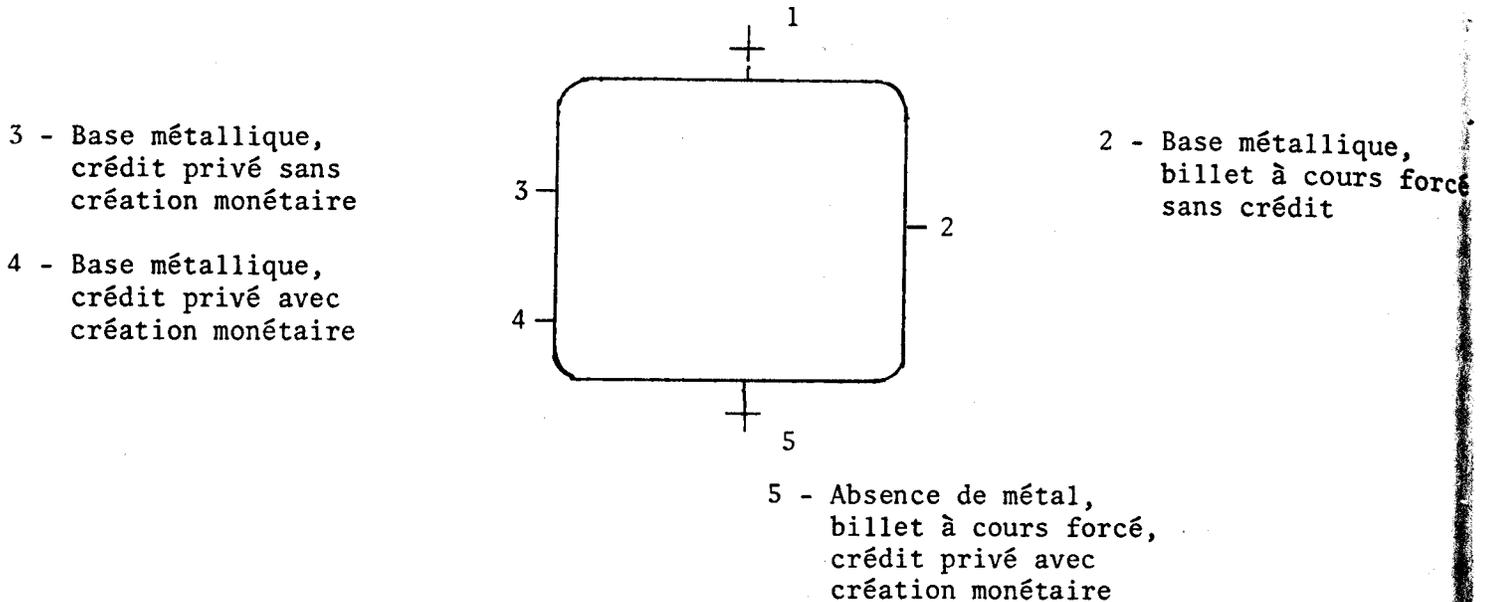
→ effet de définition de la position d'équilibre.

- - - effet de correction du déséquilibre.

CHAPITRE 2 - LA HAUSSE GENERALE DES PRIX. POSSIBILITES
FORMELLES ET LOGIQUES SOUS-JACENTES EN FONCTION DES
DIFFERENTES ETAPES DU DEVELOPPEMENT MONETAIRE

Après avoir rappelé les préalables conceptuels nécessaires, selon nous, pour poser correctement le problème de l'inflation, nous pouvons maintenant passer à une seconde étape et nous interroger sur les conditions de possibilités d'une hausse du niveau des prix et les logiques qui peuvent y présider. A ce stade, nous ne voulons pas encore donner de sens particulier au concept d'inflation. Notre intérêt se porte sur la hausse du niveau moyen des prix, sans spécification supplémentaire. Pour réaliser cet objectif nous proposons un découpage abstrait de l'évolution monétaire réelle. Celle-ci est décomposée en tranches représentant chacune un stade homogène et simplifié du développement de l'institution monétaire. En adoptant cette démarche, consistant donc à introduire les modifications institutionnelles au "goutte à goutte", nous espérons être à même d'isoler l'effet propre de chaque type de changement sur la formation des prix. Mais le procédé est purement méthodologique. Il est évident que le développement historique réel est beaucoup plus emmêlé que la généalogie logique présentée ici. Celle-ci consiste en 5 stades qui peuvent être visualisés dans le schéma suivant :

1 - Monnaie exclusivement métallique
sans crédit



Le point de départ (cas 1) consiste en un système composé exclusivement de monnaie métallique et dans lequel aucun crédit n'est envisagé. A partir de là, deux voies de développement sont examinées tour à tour. Dans la première (ligne de droite) on ne retient qu'une étape (cas 2). Nous y considérons ce qui se passe quand sur le cas 1 vient se greffer une émission étatique de signes monétaires à cours forcé. La seconde (ligne de gauche) intègre les développements liés au crédit privé, en faisant cette fois abstraction de la possibilité d'une émission étatique. Deux cas sont distingués en séparant artificiellement la fonction d'intermédiation jouée par les banques de celle de création monétaire. Au cas 3, on suppose l'existence du crédit mais en faisant l'hypothèse qu'il ne s'accompagne d'aucune création monétaire. Il consiste seulement en l'affectation de montants monétaires rassemblés par les banques en tant que collecteurs d'épargne.

Au cas 4, par contre, on admet le fait de la création de monnaie bancaire. Jusqu'alors nous supposons toujours que la monnaie repose sur une base métallique. Cette hypothèse est abandonnée au cas 5, dans lequel on retrouve les hypothèses des cas précédents jouant cette fois d'une manière simultanée.

I - Système exclusivement métallique sans possibilité de crédit

Quelles sont, dans un tel cas, les causes possibles d'une hausse du niveau général des prix? Si l'on suppose d'abord qu'il existe un équilibre entre l'offre et la demande de monnaie, seules deux possibilités existent¹ : a) augmentation du rapport productivité or / productivité générale de l'économie; b) hausse du rapport unité de compte / quantité de métal (ou en d'autres termes, baisse du contenu métallique de l'unité de compte).

Lorsqu'on prend en compte la possibilité d'une inadéquation de l'offre de monnaie par rapport au montant de monnaie nécessaire, une troisième cause surgit : l'excès de la quantité de monnaie affluant dans la circulation eu égard à la quantité de monnaie nécessaire. Il est évident que s'il fallait placer une hiérarchie entre ces trois facteurs, ce dernier viendrait en premier lieu.

¹Cf. tableau de la page 23.

II - Le billet étatique (à cours forcé), sans possibilité de crédit

Jusqu'ici nous avons raisonné dans une économie marchande pure, dans laquelle l'ensemble des produits du travail prennent la forme de marchandise. Aucun bien n'est donc issu d'un travail directement social¹. C'est une société dans laquelle l'intervention de l'Etat est réduite à un minimum consistant en la gestion de l'institution monétaire (contrôle de la frappe des monnaies et définition du contenu métallique de l'unité de compte). L'ensemble de la force de travail sociale est donc engagée dans des activités marchandes.

Dans le cas présent, cette hypothèse est abandonnée. Nous prenons en compte l'existence d'un domaine public plus élargi, impliquant un appareil d'Etat et l'emploi d'agents à son service. Pour livrer ces activités l'Etat engage des dépenses en marchandises et en personnel. Une série de modifications dans la physionomie de l'économie marchande en découlent : répartition de la force de travail sociale en deux sphères distinctes, marchande (c'est-à-dire créant du travail abstrait) et étatique (c'est-à-dire créant du travail directement social); coupure entre prix, valeur et revenu; dans la mesure où il y a impôt, nécessité de distinguer entre salaire direct et indirect, revenu total et revenu disponible; redéploiement interne de la norme de subsistance des travailleurs selon que les besoins sont satisfaits par des marchandises ou des biens et services étatiques. Nous ne pouvons commenter ici ces différents points. Arrêtons-nous seulement au second d'entre eux, qui touche directement au propos de notre étude.

¹Pour une explication des nouveaux concepts introduits ici nous renvoyons de nouveau le lecteur à notre étude, Travail abstrait, marchandise et valeur, chap. 1.

Lorsqu'on prend en considération l'existence d'un domaine étatique, la proposition avancée plus haut et selon laquelle tout revenu provient d'une création de valeur, cesse d'être valide. En effet, les agents étatiques touchent un revenu, en principe axé sur le norme de subsistance de l'ensemble de la population salariée¹, mais les biens ou les services qu'ils produisent n'étant pas des marchandises, ils ne créent pas de valeur. Le bien étatique n'a pas à être validé sur le marché. Il est d'emblée défini comme socialement utile. La césure entre valeur et prix, d'une part, et revenu, d'autre part, est schématisée dans le tableau 5 construit suivant les mêmes principes que le tableau 1 de la p. 7.

Lorsqu'il existe un domaine public, la force de travail sociale se répartit en deux sphères d'activités, produisant chacune des biens ou services recevant une forme sociale particulière. On parle de travail abstrait pour désigner le travail social producteur de marchandises et de travail directement social pour désigner le travail social producteur de biens ou services étatiques, fournis gratuitement. Les nouvelles équations comptables qui résultent de la modification d'hypothèse sont, pour l'exemple illustré au tableau 5, les suivantes :

$$\Sigma \text{ des valeurs} = 5$$

$$\Sigma \text{ des prix} = \Sigma \text{ des revenus bruts issus de la vente des marchandises} = 5.$$

$$\Sigma \text{ des revenus totaux } (\Sigma \text{ des revenus bruts issus de la vente de marchandises} + \Sigma \text{ des revenus des agents étatiques}) = 7$$

$$\text{Grandeur de la masse monétaire} = 7$$

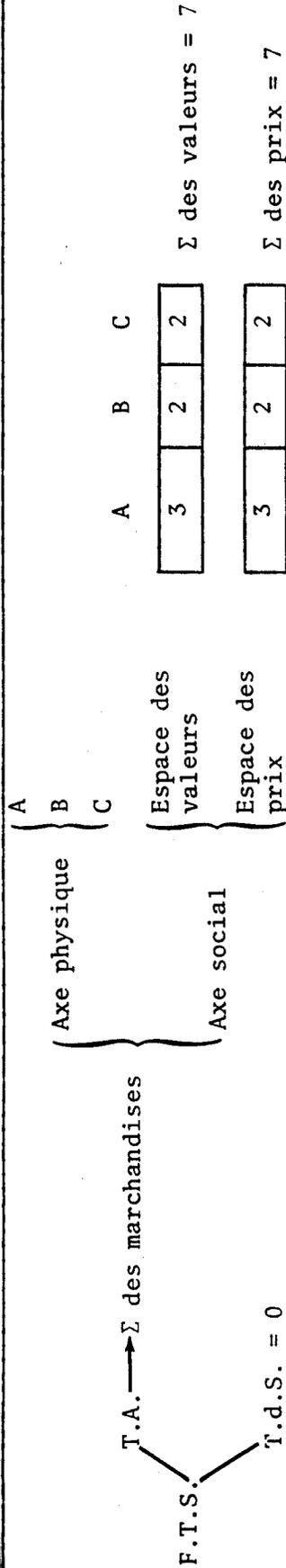
$$\text{Masse monétaire collectée par l'impôt} = 2$$

¹Cf. notre étude "Salaire et norme de subsistance. Réflexions critiques sur la théorie marxiste du salaire", Document de travail de la FOPES, Université Catholique de Louvain, 1978.

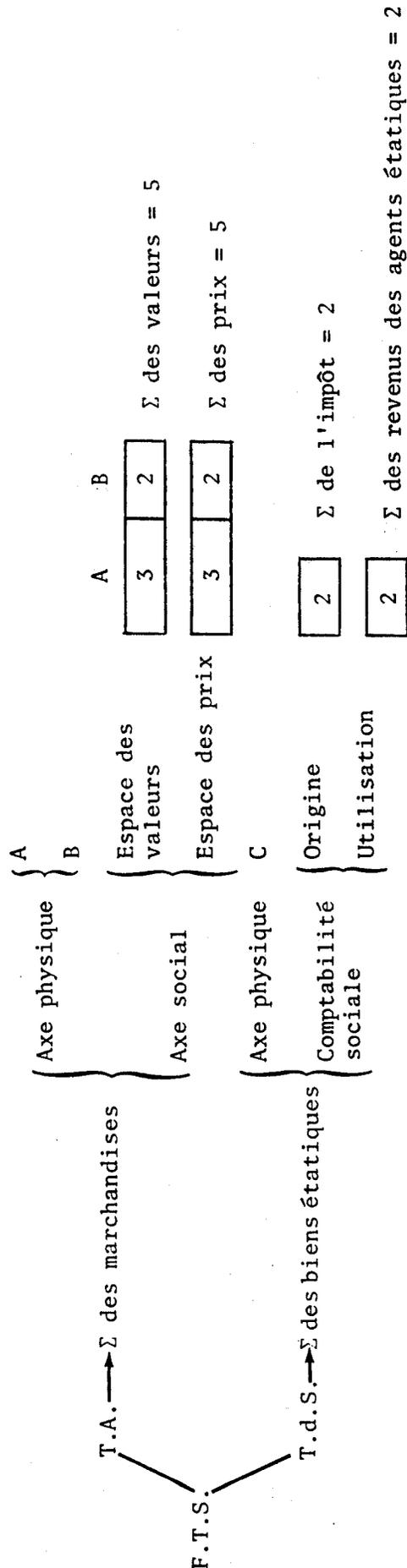
Tableau 5

L'impact de l'existence du domaine public sur les rapports entre valeur, prix et revenu¹

I - Absence de domaine public



II - Existence d'un domaine public (C devient un bien étatique)



Abbréviation : F.T.S. = force de travail sociale; T.A. = travail abstrait; T.d.S. = travail directement social.

Revenu total disponible pour la consommation de marchandises = 5.

On constate que si les dépenses étatiques sont exhaustivement financées par l'impôt, c'est-à-dire s'il n'y a aucune création monétaire sur initiative étatique ou encore si le budget de l'Etat est équilibré, la réallocation interne résultant de la modification de l'hypothèse n'impose aucune altération de la relation entre offre et demande de monnaie. Il n'y a pas de raison pour que le niveau des prix s'en trouve modifié¹.

Mais l'Etat peut également entreprendre des dépenses qui ne sont pas couvertes par l'impôt, en les finançant par une émission monétaire. Ceci implique qu'il y ait, en sus ou à la place de la circulation métallique, une circulation en billets étatiques. Ils fonctionnent comme des substituts du métal et reçoivent le qualificatif d'étatique parce que leur cours est forcé. Ils sont légalement imposés comme moyens de paiement, au même rang que le métal. Dorénavant "l'hôtel des monnaie" est un lieu où l'on frappe les pièces de métal, où l'on imprime les billets et où l'on échange l'un contre l'autre. Si tout billet émis est pleinement gagé par du métal, leur existence ne modifie pas la règle du jeu de la circulation, tel qu'il se déroule avec du métal. Mais l'Etat peut également donner à l'institution monétaire l'injonction de faire "marcher la planche à billet", c'est-à-dire d'émettre des signes monétaires qui ne sont pas fondés sur du métal. Une telle injection peut avoir un effet sur le niveau des prix mais

¹L'EMH peut maintenant être définie de deux manières; soit

$$\frac{\Sigma \text{ des revenus}}{\text{grandeur du travail abstrait} + \text{grandeur du travail directement social,}}$$

soit

$$\frac{\Sigma \text{ des revenus issus des transactions marchandes}}{\text{grandeur du travail abstrait.}}$$

Pour la facilité nous synthétisons qu'il y a uniformité des C.O.C.

celui-ci n'est pas automatique. Tout dépend du contexte économique dans lequel elle se produit ou plus précisément, de l'état d'utilisation des capacités de production et du degré d'emploi de la force de travail, ces deux données étant évidemment en liaison.

Si l'injection s'effectue dans un contexte de pleine utilisation des capacités et de plein emploi, elle entraîne, toute autres choses étant égales, une hausse du niveau des prix¹. A la demande transactionnelle en provenance des particuliers et fondée sur un revenu obtenu à partir d'une création de valeur, vient s'adjoindre une nouvelle demande en provenance de l'Etat et fondée sur une création monétaire. Comme ce pouvoir d'achat supplémentaire ne peut rencontrer de contrepartie en termes de production, il ne peut qu'enclencher la hausse. C'est la "demand-pull inflation", bien que le terme puisse être ambigu. En effet l'origine de la hausse ne réside pas tant dans la demande elle-même que dans l'injection monétaire qui la sous-tend. Sans création de monnaie ou sans déthésaurisation, aucune hausse générale de la demande ne peut de toute évidence se produire². Les propositions

¹Le même phénomène se produit si des rigidités structurelles empêchent l'amélioration de l'emploi.

²Dans une situation dans laquelle la masse de monnaie en circulation ne changerait pas et dans laquelle il y aurait au départ un équilibre entre l'offre et la demande sur tous les marchés au prix d'offre, une modification de la structure de la demande caractérisée par une hausse de la demande pour certaines marchandises ne peut qu'entraîner une baisse de la demande pour d'autres marchandises. La raison en est la suivante. La hausse de la demande pour une marchandise a pour conséquence un décalage à la hausse du prix effectif par rapport au prix d'équilibre. Son achat exige dès lors le déboursement d'un montant monétaire additionnel. En conséquence, le montant de monnaie disponible pour l'achat des autres marchandises diminue, et leur demande baisse par rapport à la situation initiale.

de Marx sur la quantité de monnaie et les effets d'une émission de billets étatiques ne sont valides, selon nous, que si on les considère comme s'appliquant à un tel contexte, ce que Marx n'a pas peut-être suffisamment précisé¹. Par contre, si l'injection s'effectue dans un contexte dans lequel il n'y a pas plein emploi, son effet est différent. L'absence de plein-emploi a en commun avec la mévente d'entraîner une césure entre la valeur effectivement créée et la quantité potentielle de valeur créée. Dans la mesure où aucune rigidité structurelle ne s'oppose à la mobilisation de nouvelles ressources, l'injection monétaire n'a pas d'effet de hausse du niveau des prix. Elle est au contraire stimulante pour l'économie. Suite à la baisse de chômage qu'elle permet, la quantité des marchandises produites et achetées augmente, avec une hausse subséquente de la quantité de monnaie nécessaire. Dans la mesure où il y aurait une parfaite coïncidence entre la quantité de billets injectés et l'accroissement de la demande transactionnelle de monnaie, aucune modification du niveau des prix ne se produirait.

III - Le crédit sur thésaurisation

Dans cette étape, nous faisons un pas en arrière en abandonnant l'idée de l'existence de l'Etat et les conséquences que cela entraîne (pas de banque centrale, pas de billets à cours forcé; il y a de nouveau coïncidence entre revenus et prix, etc.). Lorsqu'on parle ici (et au cas 4) de billets, il s'agit de billets privés émis par des

¹Cf. Contribution à la critique de l'économie politique, pp. 86 et suivantes.

banquiers et ne faisant pas l'objet d'un cours forcé. Par contre, on introduit une idée supplémentaire par rapport à l'étape 1, le crédit. Tout crédit est cependant censé reposer sur une thésaurisation. Ce qui est prêté a été épargné préalablement. Certains agents se spécialisent dans la collecte et la redistribution de l'argent thésaurisé. Ce sont les banquiers. La fonction d'intermédiation financière - c'est-à-dire l'affectation d'un capital monétaire préalablement rassemblé à partir de dépôts d'épargne - est donc isolée de la fonction de création monétaire. Ceci est une abstraction par rapport au développement historique, dans lequel il y a croissance conjointe des deux formes. L'utilité de cette séparation réside dans le fait que le statut du billet n'est pas le même dans les deux fonctions. Les banques acceptent les dépôts à terme qu'ils reprêtent en veillant à ce que les échéances des prêts octroyés sont compatibles avec le remboursement des dépôts à termes. Les certificats de dépôt ne peuvent pas circuler comme monnaie (sans quoi il y aurait création de monnaie). De plus, le banquier peut naturellement prêter son propre argent. Ces opérations donnent lieu à l'obtention d'un intérêt, montant d'argent prélevé sur la masse totale du profit. Pour les fonds déposés, le profit du banquier repose sur la différence entre le taux d'intérêt payé au déposant et le taux d'intérêt demandé à l'emprunteur.

Le point décisif est que l'argent prêté est de l'équivalent général déjà existant, dont le statut monétaire ne fait pas de problèmes. L'argent peut circuler sous forme de billet ou sous forme métallique, peu importe puisque tout billet est gagé sur du métal. Le billet est un billet "privé", qui n'a qu'un statut officieux de substitut

du métal, au contraire du billet étatique du cas précédent qui lui a un statut officiel. La convertibilité du billet en métal est toujours possible, puisque tout billet a sa contrepartie en métal, même si à un moment donné du temps le billet et le métal ne sont pas aux mains des mêmes agents.

Quel est l'incidence du crédit sur thésaurisation sur le fonctionnement de l'échange marchand¹? Supposons d'abord que l'emprunt ait été fait pour régler une transaction d'achat. Grâce au crédit, la simultanéité qui existait auparavant entre l'opération de validation du travail privé et le paiement devient dissociée. Cette fois, il y a concordance entre validation et promesse de paiement et décalage du paiement effectif par rapport à cette promesse. Le vendeur va avec la promesse chez le banquier et celui-ci devient le créancier de l'acheteur. Si à l'échéance celui-ci paie sa dette, tout fonctionne bien. La seule différence par rapport à la situation antérieure est une plus grande fluctuation de la circulation et l'existence d'une ponction sur le profit total destiné à rémunérer le crédit. Mais que se passe-t-il si l'acheteur ne parvient pas à régler sa dette, du fait par exemple qu'entretemps il soit tombé en faillite? Alors le banquier se trouve "le bec dans l'eau". Il ne peut pas récupérer sa créance. Il peut éventuellement s'approprier la marchandise ayant fait l'objet de la transaction et la revendre. Même s'il parvient à la revendre à son prix de revente d'équilibre (prix initial - amortissement), il perd le montant nécessaire correspondant à la baisse de valeur due à l'usure.

¹Nous supposons que seuls les capitalistes peuvent emprunter.

Il s'agit d'une perte de circulation (et pas d'une perte de non-validation puisque le bien a été validée), d'un transfert monétaire du prêteur vers l'emprunteur.

Supposons maintenant que l'emprunt serve à mettre en oeuvre du travail privé, à engager de la main-d'oeuvre salariée. Si l'entreprise est couronnée de succès, c'est-à-dire si les marchandises sont validées à un taux suffisant, l'emprunteur peut rembourser son prêt et le banquier empoche à titre d'intérêt une part du profit. Si par contre le capitaliste emprunteur s'est trompé dans son choix de production, il y a non-validation du travail privé engagé et non-transfert de valeur (la dépense d'investissement antérieure n'est pas récupérée). Le capitaliste "boit la tasse". C'est la perte de non-validation. S'il ne peut pas rembourser l'argent emprunté, sa perte frappe alors le banquier. La perte de non-validation (cette fois c'est effectivement une perte de ce type) se propage de l'emprunteur au prêteur.

Dans l'hypothèse d'un crédit sans thésaurisation, le banquier peut-il tomber en faillite? Oui dans la mesure où il ne peut pas rembourser les dépôts. Néanmoins, si l'on considère le banquier et les déposants comme une unité collective, ils peuvent au pire se retrouver sans le sou, ayant perdu tout leur argent mais ils ne peuvent collectivement être débiteurs vis-à-vis d'autres agents.

Le crédit sur thésaurisation entraîne donc des transferts monétaires. Lorsque l'objectif pour lequel il y a eu emprunt se réalise, il y a transfert de l'emprunteur vers le prêteur. Une partie du profit total prend la forme spécifique d'intérêt. Lorsque le projet, en vue

duquel un crédit a été octroyé, échoue il y a transfert du prêteur vers l'emprunteur. Mais le crédit, dans le contexte dans lequel nous l'étudions, n'a pas d'impact sur le niveau général des prix. Il n'est en rien un facteur de hausse puisque par définition il n'augmente pas la masse de monnaie en existence. Par contre, une hausse des prix provoquée pour d'autres raisons peut avoir un impact sur la grandeur des transferts monétaires qui accompagnent le crédit. Si entre le moment de l'emprunt et celui de son remboursement, il y a eu hausse des prix (et que celle-ci n'a pas été anticipée et pu être incorporée dans le taux d'intérêt), le transfert monétaire de l'emprunteur vers le prêteur diminue d'autant. Bien que le remboursement satisfasse formellement les grandeurs stipulées dans le contrat d'emprunt, en termes réels le pouvoir d'achat du montant transféré est moindre.

IV - Le crédit avec création de monnaie

Cette fois nous intégrons la fonction de création de monnaie bancaire. Les banques font du crédit pour un montant plus élevé que la masse de monnaie métallique qu'elles détiennent. Elles créent une monnaie ex nihilo. Alors que dans le cas précédent, le billet de banque n'avait aucune existence nécessaire - il représentait simplement une facilité de circulation - cette fois sa présence est évidemment indispensable. Mais ce sont toujours des billets privés, émis par des particuliers. A cause du bon renom de ceux-ci, les billets circulent à la place de la monnaie métallique, comme l'équivalent de celle-ci.

La masse des billets cette fois n'est plus exhaustivement couverte par de la monnaie métallique qui reste cependant le seul équivalent général ultime. Le statut du billet devient différent. Une monnaie de papier d'origine étatique est un substitut ou signe officiel de l'équivalent général. Le billet de banque du cas précédent est un signe officiel mais ne prêtant à aucun risque de non-couverture puisqu'entièrement gagé par du métal. Cette fois le billet de banque privé est un "prétendu substitut", une prétention d'équivalent général. Il y a en effet un risque de non-couverture. La garantie de conversion qui existait dans le cas précédent n'est plus effective. Se pose en fait un nouveau problème de validation, celle du signe de crédit en équivalent général véritable. La monnaie bancaire, qui circule comme si elle était l'équivalent général, doit faire la preuve de son caractère monétaire réel. La masse de billets de banque qui de l'extérieur représente un tout homogène recouvre en fait deux types distincts de signes. Pour une part, les billets sont couverts par du métal et sont des signes effectifs du même type que ceux du cas précédent. Pour une autre part, correspondant à la fraction non-couverte, ils sont ce qu'on pourrait appeler une pseudo-monnaie. Bien qu'étant privés, ils circulent comme s'ils étaient socialisés. Dans les termes d'Aglietta :

"L'originalité de la monnaie bancaire est la suivante : c'est un acte de crédit dont l'origine est donc un rapport privé; mais le signe qui l'exprime acquiert ultérieurement un caractère social, contrairement à toute autre créance privée, en circulant comme représentant de l'équivalent général avant de revenir en banque et d'y être détruit. En conséquence, l'engagement entre industriel et banquier ne peut être analysé comme un contrat privé entre débiteur et créancier.

Certes l'industriel se comporte vis-à-vis du banquier comme un débiteur vis-à-vis son prêteur. Mais le banquier n'est pas un créancier vis-à-vis de l'industriel parce qu'il possède une marchandise ou parce qu'il est déjà dépositaire d'un capital monétaire qu'il est chargé d'employer productivement. En émettant de la monnaie bancaire, le banquier crée une dette sur lui-même. Il remet à l'industriel une promesse de payer qu'il n'a pas à honorer à l'égard de cet industriel. Ce dernier se sert de la créance sur la banque comme s'il s'agissait d'équivalent général en l'injectant dans l'économie productive. Ce sont les relations d'équivalence de l'échange qui se chargent de déterminer si la monnaie bancaire a acquis ou non les attributs de l'équivalent général"¹.

La validation de la monnaie bancaire en équivalent général se produit après qu'elle ait circulé comme si elle était de l'équivalent général. Lorsque le crédit est remboursé, la monnaie bancaire est détruite et c'est cette destruction qui réalise ex post sa validation. En fait celle-ci dépend de la validation des marchandises produites grâce à l'emprunt. Supposons un capitaliste qui emprunte de l'argent pour produire des marchandises. Il réussit dans son entreprise et peut donc rembourser sa dette à la banque. Nous voyons donc qu'il faut ajouter une nouvelle composante au processus de validation qui se produit lors de l'échange marchand. En plus de la validation du travail privé et de la réalisation du transfert de valeur, l'échange réalise la validation de la monnaie bancaire, qui a été créée en vue de la production, en tant qu'équivalent général. Si au contraire, le capitaliste emprunteur s'est trompé dans ses choix de production, la perte

¹Aglietta, Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis, 1976. Comme nous l'avons annoncé dans l'introduction, au fur et mesure que nos modèles se rapprochent de la réalité entemporaine, nous baserons de plus en plus sur les idées de cet auteur.

de non-validation se répartir sur les trois composantes. S'il ne peut rembourser son emprunt, la perte se répercute sur le banquier. Précisément parce qu'elle n'est pas détruite mais continue à circuler, la masse de billets correspondant à l'emprunt non remboursé, devient une menace pour la banque. Si la perte est trop forte, la banque ne peut plus échanger ses billets contre du métal et cesse d'être solvable. La solvabilité du système bancaire devient le baromètre de la validation des monnaies bancaires en équivalent général et, au-delà de celle-ci, de la réussite des échanges marchands, c'est-à-dire de la validation du travail privé. Lorsqu'elle est importante, la non-validation de celui-ci entraîne la non-solvabilité des banques, leur incapacité à convertir des billets en métal. La crise de surproduction entraîne la crise de solvabilité du système bancaire. Le capital bancaire est en ce sens associé au sort du capital productif. Toute faillite de banque est ultimement l'effet de non-validation de travaux privés.

Au cas précédent, il n'y avait pas de possibilité d'une non-conversion du signe en métal. Ici, au contraire, c'est exactement ce qui se produit lorsqu'il y a crise. La totalité des billets de banque ne peuvent plus être convertis. Tous les détenteurs de billets qui ne sont plus convertibles sont associés au banquier dans le support de la perte de non-validation du capitaliste malheureux. Mais, la conversion du billet en métal, si elle se fait, s'opère à parité. Les billets qui peuvent être convertis le sont à parité. Les autres ne le sont pas du tout. Il n'y a donc pas lieu ici de parler d'une dépréciation du billet par rapport au métal.

En tant que telle, la création de monnaie bancaire n'exerce pas de pression durable à la hausse des prix. Le développement du crédit et l'accroissement de la demande qu'entraîne cette création de pouvoir d'achat neuf peut certes, dans une conjoncture de rareté, engendrer une hausse des prix. Mais dans un système basé sur la monnaie métallique, cette hausse ne peut déboucher que sur une crise financière menant au rabaissement des prix qui avaient gonflé¹. S'il y a un lien entre crédit et inflation, ce n'est, comme nous le verrons, que dans un contexte de cours forcé. Au stade étudié ici, ce lien ne peut être établi. Si la monnaie bancaire est validée, c'est signe qu'elle était nécessaire pour l'échange marchand. Si l'échange ne réussit pas, la non-validation du travail privé dans les marchandises entraîne celle de la monnaie bancaire. Celle-ci se démonétise. Elle perd son statut de substitut de la monnaie métallique. La perte de non-validation des marchandises est partagée par tous les détenteurs de billets de la banque devenue insolvable. Il y a transmission de la perte mais pas d'effet permanent sur les prix.

V - Cours forcé et création de monnaie bancaire

Les différents traits schématisés dans les étapes logiques du développement de la monnaie que nous venons d'étudier, chevauchent historiquement la période précédant l'émergence du rapport salarial (capitalisme commercial) et celle qui a suivi cette émergence. Le point de

¹Cf. M. Aglietta, Régulation et crises, p. 287.

dépassement de la logique étudiée au cas précédent se produit avec l'émergence d'une banque centrale, cette émergence devant à son tour être modulée en deux phases. La première consiste en l'intégration des banques privées dans un système de compensation réciproque formant un marché monétaire unique. Elle est rendue possible par l'émergence d'une banque centrale qui tout en étant privée joue un rôle particulier, celui d'être la "banque des banques"¹. Sa monnaie sert de moyen de règlement des créances liant l'ensemble des banques. En manipulant les conditions de sa propre émission la banque centrale peut régir la convertibilité des billets des autres banques. Cette évolution permet d'introduire une discipline dans l'octroi du crédit bancaire et de poser des garde-fous, empiriquement définis, pour éviter l'insolvabilité bancaire généralisée. Le risque de crise financière n'est pas éliminé mais il est quand même diminué. Les dettes des banques entre elles sont réglées dans la monnaie émise par la banque centrale qui devient le prêteur en dernier ressort. Mais à ce stade, la monnaie de la banque centrale n'est pas toujours qu'une créance émise sur elle-même, n'ayant pas de cours forcé. C'est ce qui va particulariser le stade suivant².

Dans cette seconde phase, la monnaie émise par la banque centrale devient une monnaie officielle, supplantant le métal. C'est ici que s'opère la jonction avec le cas 2 de notre généalogie. La monnaie émise par la banque centrale reçoit un cours forcé imposé par l'Etat.

¹Historiquement ce rôle sera joué par l'institution qui sert en même temps de banquier pour l'Etat.

²La première phase d'intervention de la banque centrale ne nous fait donc pas sortir du cas 4 de l'analyse.

Alors qu'auparavant la banque centrale organisait la confrontation des monnaies bancaires face à un équivalent général extérieur, objectif et universel, cette fois elle gère la reconstitution de l'équivalent général à l'intérieur de l'entité nationale.

Quelle est la logique sous-jacente à l'intégration de la monnaie bancaire en une monnaie nationale à cours forcé? Sans prétendre donner une réponse approfondie à la question, soulignons deux aspects qui nous paraissent importants. En premier lieu, notons que l'évolution assure la solvabilité du capital bancaire. Alors qu'avant, il constituait le point de cristallisation de la crise, cette fois les banques sont du bon côté de la barrière. Sauf conduite imprudente par rapport à la pratique générale, elles sont à l'abri des sanctions de la non-validation. C'est une sorte de "socialisation des risques d'entreprise". L'évolution a donc été dans l'intérêt du système bancaire comme entité spécifique mais ceci ne suffit pas à l'expliquer.

Un second facteur est évoqué par Aglietta¹. La création monétaire par le crédit bancaire sert à produire des marchandises par la mise en oeuvre de travail salariée. Cette monnaie est donc porteuse de revenu salarial. Or la distribution de celui-ci ne correspond pas au cycle de production des marchandises et n'est pas liée à la réussite des ventes. Le salarié n'est pas un associé dont le revenu dépendrait de la réussite des affaires. Quelle que soit l'issue de celles-ci, il a droit au salaire. En principe la rémunération salariale n'est pas liée au risque d'entreprise. De plus, le salaire doit consister

¹Cf. Régulation et crises..., p. 289 et suivantes.

en monnaie véritable et non en prétention de monnaie, comme l'était le billet de banque privé du stade précédent. Dans leurs mains l'argent doit fonctionner pleinement comme équivalent général sans quoi la reconstitution de la force de travail s'interromprait. Dans les termes d'Aglietta :

"Supposons que le processus social de formation et de dépense du revenu soit en désaccord très profond avec les anticipations privées, de sorte que certaines banques, disposant à l'égard de leur clientèle de masses de créances qui ne peuvent être réglées à court terme, ne peuvent faire face à leurs propres engagements. Va-t-il y avoir déclenchement d'une crise financière anéantissant le caractère monétaire des signes de crédit émis par les banques comme dans le système fonctionnant par référence à l'or? Il ne peut en être ainsi lorsque la monnaie bancaire porte le revenu et notamment la masse salariale dont la régularité de formation et de dépense est la condition centrale de la cohésion du mode d'accumulation. Une telle crise mettrait en péril le capitalisme lui-même"¹.

Cette évolution a des implications très importantes pour notre propos. Le concept de "billet de banque privé", qui avait un sens au stade 4 de notre analyse, n'en a plus. Le billet de la banque privée et le billet de la banque centrale à cours forcé (ou billet étatique) sont intégrés dans une forme unique. En conséquence, "la convertibilité des monnaies bancaires privées en monnaie centrale à cours forcé est garantie préalablement à la conversion des marchandises en monnaie"². Au stade 4, la vente de la marchandise réalisait une triple validation :

¹Opus cité, p. 294.

²Idem, p. 294-295.

- validation du travail privé en tant que travail social;
- réalisation du transfert de valeur de la machine au produit final;
- validation de la monnaie bancaire en tant qu'équivalent général.

Dorénavant cette dernière validation s'opère d'emblée, aussitôt que le crédit est accordé, quoiqu'il en soit de la vente effective des marchandises réalisées grâce à la création de monnaie. Il y a en quelque sorte "anté-validation". Mais cette validation anticipée, si elle fait l'affaire des banquiers, n'élimine pas le risque lié à la création de la valeur et inhérent à un système marchand. Ce n'est pas parce que les banquiers, à travers ce processus, ont plus de chance d'échapper aux retombées de sanction de la non-validation des marchandises, que celle-ci est pour autant éliminée. En d'autres termes, la levée du troisième aspect de la validation n'entraîne pas celle des deux autres. Si le projet de production réalisé avec le crédit dans cette nouvelle forme aboutit, s'il y a, en d'autres mots, réalisation entière à la fois de la validation du travail privé et du transfert de la valeur ancienne réactualisée, aucun problème ne surgit. L'anté-validation est confirmée et il y a, aux divers moments de l'échange, adéquation entre offre et demande de monnaie. Mais si la validation ne s'opère pas, la monnaie bancaire correspondant au crédit malencontreux n'est pas éliminée par démonétisation, comme c'était le cas au stade précédent. La nouvelle monnaie reste en circulation. La conséquence est claire. Il s'en suit une hausse générale du niveau des prix. Faute d'avoir une démonétisation de la monnaie privée dont la création ne rencontre pas de contrepartie en termes de création ou de transfert de valeur, il y a une dépréciation de l'ensemble de la masse monétaire. L'expression monétaire de l'heure de travail s'accroît de facto.

Reprenons à la lumière de ces réflexions la liaison théorique évoquée au début de l'étude entre, d'une part, la formation du revenu et donc du pouvoir d'achat et, d'autre part, la création et le transfert de valeur. Elle se pose d'une manière différente selon les stades de l'analyse.

- Au stade 1, un revenu ne se forme que lorsqu'une transaction est réussie, c'est-à-dire lorsqu'il y a création et transfert de valeur. Les deux processus sont simultanés. En conséquence, toute perte de valeur (c'est-à-dire tout échec dans sa création ou son transfert) entraîne une non-formation de revenu. L'espace des valeurs et celui des prix ou des revenus sont en correspondance dans une proportion déterminée par la grandeur de l'EMH. Celle-ci peut varier suite à un changement dans les conditions de production de la monnaie ou à un déséquilibre entre offre et demande de monnaie. Mais sa variation n'est pas déterminée directement par celle du revenu. Nous pouvons parler d'une exogénéité entre la formation du revenu et la détermination de la grandeur de l'EMH.

- Au stade 2, tous les revenus résultent de la mise en oeuvre du travail social sous les deux formes qu'il prend dans ce contexte théorique, travail directement social et travail abstrait. Il y a cependant formation d'un revenu non lié à la création et au transfert de valeur. La dépense de ce revenu peut, dans le contexte que nous avons décrit, engendrer une hausse de l'EMH. Le caractère d'exogénéité entre la formation du revenu et la détermination de l'EMH, noté au cas précédent, cesse donc d'être effectif. Lorsque l'extension du pouvoir d'achat

engendré par l'augmentation du travail directement social prend place dans un contexte de plein emploi, il entraîne une hausse de l'EMH.

- Au stade 3, nous retrouvons la même situation de concomitance entre la formation du revenu et le processus de création et de transfert de valeur qu'au stade 1. Le crédit ne crée aucun revenu. Il permet seulement d'opérer des intermédiations entre agents.

- Au stade 4, la situation est à première vue différente. Pour les montants correspondant à une création ex nihilo de monnaie privée, un pouvoir d'achat se forme qui précède la création ou le transfert de valeur. Mais dans la mesure où le processus de création ou de transfert de valeur ne se réalise pas, le caractère monétaire du signe de crédit est anéanti. Ex post, nous retrouvons donc la détermination de la grandeur de l'espace des revenus par l'espace de la valeur. La contrepartie d'un rétrécissement éventuel de l'espace des revenus est la perte financière résultant de l'issue malheureuse du crédit. De nouveau, la variation de l'EMH reste exogène par rapport à la formation du revenu.

- Au stade 5, le signe monétaire ne peut plus être anéanti. En conséquence, si la création et le transfert de valeur qui étaient attendus de la dépense de l'argent créé ex nihilo ne s'effectuent pas, le processus de rétrécissement de l'espace des revenus, de mise au cas précédent, cette fois ne se produit plus. Le rapport de correspondance entre les deux espaces se modifie. Il y a hausse de l'EMH et donc liaison entre la détermination de celle-ci et la formation de revenu.

Quelles sont les conclusions qui peuvent être tirées de l'examen qui précède? Une première leçon consiste en une remarque peut-être évidente mais toujours utile à rappeler. L'inflation est un phénomène monétaire. Elle ne peut être analysée sans référence à la monnaie. Pour qu'une hausse du niveau des prix puisse se produire, sauf le cas peu probable d'une baisse générale de productivité, il faut un mouvement affectant à la hausse la masse de monnaie offerte à la circulation. La recherche de la condition nécessaire de l'inflation pousse l'investigation à explorer les rapports entre la monnaie et les exigences de l'échange marchand plutôt que les structures de marché. Ainsi, lorsque des monopoles haussent le prix de leurs marchandises, ceci n'est pas en soi un facteur de hausse du niveau général des prix¹. Si le cas se présente dans une situation dans laquelle la masse monétaire reste inchangée, il s'en suit une rupture des rapports d'équivalence d'équilibre (à supposer qu'ils existaient préalablement) et l'émergence de transferts monétaires entraînant des profits et des pertes de circulation. Mais sans création de monnaie la hausse des prix de certaines marchandises ne peut être que compensée par une baisse d'autres marchandises. Comme nous l'avons vu, une situation de marché hautement monopolistique peut éventuellement accroître la masse de profit capitaliste en ajoutant au profit d'exploitation fondée sur la plus-value un profit de circulation inter-classes. Mais ce mécanisme n'est pas en lui-même inflatoire. Pour qu'il y ait une hausse généralisée des prix, un élément supplémentaire, d'ordre monétaire, est nécessaire.

¹Certains auteurs marxistes tendent à attribuer la cause de l'inflation à l'existence des monopoles et à la pratique monopoliste de fixation des prix. Cf. p.e. J.-L. Dallemagne, L'inflation capitaliste, 1972.

En même temps, il ne faut pas verser dans l'autre extrême, qui consisterait à autonomiser l'offre de monnaie. Dans notre conception, celle-ci ne peut jamais être examinée indépendamment de la demande de monnaie. Celle-ci reste logiquement première, dans la mesure où un des principes de base de la théorie de la valeur, telle que nous l'entendons, est que les grandeurs en prix préexistent aux transactions marchandes.

Il devient temps maintenant d'introduire officiellement le concept d'inflation. Toute hausse du niveau général des prix peut-elle être qualifiée de processus inflationniste? Nous spécifierons au moins deux conditions limitatives. Primo, il faut qu'elle soit stable dans son effet. Une hausse générale, qui serait suivie d'un dégonflement à l'intérieur de l'enveloppe du cycle économique complet, devrait donc être écartée du champ du concept. Secundo, il doit s'agir d'un processus ayant une certaine persistance en durée. En vertu de ce critère, nous écarterons les modifications punctiformes de la valeur d'échange de la monnaie, c'est-à-dire les deux premières causes épinglées au cas 1 (la modification de productivité dans l'industrie de l'or ou le changement dans la définition du contenu métallique de l'unité de compte). Il nous reste alors, si l'on fait le bilan de l'étude qui précède, trois formes possibles de hausse du niveau des prix : celle qui résulte d'un afflux régulier de métal neuf sans correspondance avec l'évolution de la demande de monnaie (cas 1); celle qui découle d'une émission étatique non-couverte (cas 2); celle qui découle de l'absence de démonétisation de signes de crédit liés à des projets de production ayant échoué (cas 5). Il est évident que la première de ces causes

appartient à un contexte historique qui n'est plus d'actualité aujourd'hui. Dès lors, seules les deux dernières nous paraissent devoir être retenues pour étudier l'inflation contemporaine.

Pourtant notre attention dans le chapitre qui suit va pratiquement se limiter à la seconde de ces deux formes. Non pas que nous pensions que la première ne puisse se produire effectivement. Au contraire. Mais nous l'écartons, non pas comme facteur causal mais comme objet de réflexion à approfondir. Trois raisons peuvent être évoquées à l'appui de notre point de vue. En premier lieu, ce premier mécanisme d'inflation est somme toute assez limpide et bien connu. En second lieu, il faut souligner la limitation qu'une analyse en termes de ce facteur rencontre. En effet, il ne peut expliquer, sinon par des effets de rigidité de marché, que l'inflation puisse se développer dans un contexte de sous-emploi. La stagflation est l'épine dans le pied de la théorie keynésienne. Enfin et en troisième lieu, l'inflation qui résulte d'un déficit budgétaire peut être interprétée comme étant l'effet d'une perturbation de la régulation. Son origine réside dans la soumission temporaire de la contrainte économique au sens étroit du terme à une logique plus large (par exemple dans le cas d'une situation de guerre). L'inflation ainsi créée n'est en rien inhérente à la régulation du système. Elle est dysfonctionnelle.

Chacune de ces trois raisons peut être invoquées à l'envers pour justifier pourquoi dans le dernier chapitre de l'étude, nous nous proposons d'approfondir l'étude de la troisième forme. Elle est moins connue. Elle permet d'éclairer ce qui échappe au champ d'une

explication keynésienne, à savoir la stagflation. Elle permet de saisir l'inflation comme constituant une modalité de la régulation du capitaliste plutôt que comme un accident de parcours dû à des erreurs de politique économique.

CHAPITRE 3 - DE LA CONDITION FORMELLE A L'EXISTENCE REELLE.
L'INFLATION DANS LE REGIME D'ACCUMULATION INTENSIVE

L'objectif de ce chapitre est d'exposer, en nous inspirant des thèses d'Aglietta, pourquoi la forme d'inflation décrite au cas 5 est à l'oeuvre dans les grandes économies occidentales après la seconde guerre mondiale. L'opinion courante a souvent à l'égard de l'inflation une attitude particulière, qui consiste à ne parler d'inflation que lorsque la hausse des prix dépasse un certain seuil. C'est comme si les hausses "peu importantes" étaient normales et ne nécessitaient aucune analyse! Nous ne suivions pas cette manière de voir les choses. Nous pensons certes qu'il faut effectivement distinguer entre ce qu'on peut appeler inflation rampante et inflation galopante ou cumulative. Tout en se manifestant d'une manière unique, ces deux processus trouvent leurs racines dans des causes spécifiques. Ils doivent donc faire l'objet d'une analyse particulière. Mais nous estimons qu'il existe un ordre logique entre les deux analyses et qu'il faut d'abord comprendre le mécanisme de l'inflation rampante pour saisir celui de l'inflation galopante. Le plan suivi sera dès lors le suivant. Dans une première section nous décrivons les traits constitutifs de ce qu'Aglietta a appelé le régime d'accumulation intensive, formant le contexte de reproduction sociale à l'intérieur duquel l'inflation est appelée, selon notre thèse, à jouer un rôle de régulation fondamentale. Une deuxième section est consacrée à l'analyse de l'inflation rampante et la troisième et dernière à celle de l'inflation dans une situation de crise.

I - Les traits constitutifs de l'accumulation intensive¹

- Le progrès technologique s'introduit dans les procès de production de la section II, productrice de biens de consommation. Ceci ouvre la possibilité à un développement plus égal des deux sections et à l'instauration d'une production à grande échelle et à faible valeur des biens de consommation.

- La reconstitution de la force de travail s'effectue d'une manière prédominante par la consommation de marchandises. Diminution de la part relative de la production domestique.

- Les salaires réels connaissent un accroissement prodigieux. Les contraintes de réalisation, liées au paiement échelonné des biens durables achetés à crédit, excluent les baisses de salaire monétaire. Les contrats salariaux s'intègrent dans des contraintes définies dans des négociations collectives mettant en présence patrons et syndicats. La fixation des salaires devient un processus institutionnel, ce qui engendre une série de conséquences :

¹Le qualificatif d'intensif employé par Aglietta se réfère, selon nous, au fait que dans ce type d'accumulation l'accroissement du taux de plus-value passe principalement par le mécanisme d'une modification des proportions entre sur travail et travail nécessaire, à l'intérieur d'une quantité de travail vivant inchangée ("plus-value relative"). Le terme se démarque par rapport à celui d'extensif. Dans le régime d'accumulation extensive, qui est historiquement antérieur, l'accroissement du taux de plus-value passe surtout par un accroissement du travail vivant effectivement presté ("plus-value absolue"). Pour une explication des deux régimes d'accumulation, Cf. Aglietta, Régulation... pp. 60 et suivantes.

- 1) Socialisation directe d'une partie de la reconstitution de la force de travail. Une série de besoins de cette reconstitution (éducation, santé) sont pris en charge par l'Etat et fournis gratuitement ou à des prix sans rapport avec le coût direct. La charge de ces besoins est assumée collectivement par des transferts de revenus en provenance, dans des proportions différentes, des diverses classes.
- 2) Une fraction du coût salarial direct est épargnée dans des fonds de pension (portion différée du salaire).
- 3) L'Etat prend également en charge la gestion de reconstitution de la force de travail inemployée à travers un système d'assurance et de transfert.
- 4) Les contrats salariaux particuliers doivent s'inscrire dans le cadre fixé par les négociations collectives. La liberté des agents est donc entravée par des contraintes sociales.
- 5) Ces procédés permettent de programmer l'évolution des salaires dans le temps et en conséquence de planifier la production et l'évolution technologique dans la section 2.
- 6) L'ensemble de ces modifications entraîne un développement important du secteur improductif étatique. Un enjeu politique important porte sur la manière dont les classes et fractions de classes assument le poids de son financement.

- La reconstitution du taux de profit doit se frayer une voie à travers deux obstacles différents. D'un côté, le progrès technique dans la section 2 engendre un accroissement des échelles de production, se traduisant par une baisse des valeurs unitaires mais aussi par une

augmentation des quantités à écouler. La consommation de masse en est la conséquence. L'augmentation des salaires réels est indispensable pour assurer des débouchés à la production massive des biens de consommation. Par ailleurs, cependant, la reconstitution du taux de profit exige une hausse du taux de plus-value. Le principal mécanisme en oeuvre à cette fin est cette fois la plus-value relative, c'est-à-dire l'abaissement de la valeur nécessaire à la reconstitution de la force de travail. Tant que l'accroissement global de la productivité est suffisamment élevé, la réalisation conjointe des deux exigences, baisse de la valeur de la force de travail et hausse du salaire réel, est possible. Le taux de plus-value s'accroît tant que la hausse de productivité est plus forte que celle du salaire réel. Mais si l'augmentation de productivité devient insuffisante, l'exigence de la réalisation des marchandises et celle de la création de plus-value entrent en conflit ouvert.

- Enfin, au point de vue du système monétaire, l'accumulation intensive se caractérise par la circulation de billets à cours forcé et l'existence d'une création de monnaie bancaire sous la gestion d'une banque centrale. C'est donc la situation correspondant au stade 5, étudié plus haut.

II - L'inflation rampante

Le système d'accumulation intensive comporte un trait particulier qui va faire en sorte que la possibilité formelle décrite plus haut devienne réalité. C'est la pression du système à une transformation permanente des forces productives, c'est-à-dire à un progrès technologique incessant. Elle s'explique, d'une part, en termes de logique concurrentielle - entre oligopoles la concurrence ne passe plus tellement par les prix mais par des modifications dans les techniques de production et la création de nouveaux produits - et d'autre part, en termes d'accumulation. L'extension de la plus-value relative signifie naturellement la baisse de valeur des marchandises entrant dans la reconstitution de la force de travail et celle-ci passe par l'introduction de progrès technique.

En conséquence, même s'il y a un bon fonctionnement de la circulation des marchandises, c'est-à-dire une validation entière du travail privé vivant, avec une pleine utilisation de la force de travail, il n'empêche qu'il y a un problème permanent de validation à propos du deuxième aspect du processus de validation total, le transfert de valeur. Le progrès technique entraîne en effet une obsolescence récurrente des moyens de production, c'est-à-dire une incapacité à réactualiser l'ensemble de la valeur créée antérieurement. La valeur totale est donc diminuée d'autant (cf. le schéma de la p. 21). Le processus est présenté par Aglietta dans les termes suivants :

"L'importance grandissante du capital fixe pour la plus-value relative fait de la dévalorisation du capital un phénomène massif d'une importance sociale décisive. La condition permissive de ce phénomène réside dans le caractère contradictoire de l'accumulation au fur et à mesure qu'elle progresse, parce qu'elle accroît la dissociation entre la transmission graduelle de la valeur du capital fixe au produit et les conditions de son déclassement. D'une part, la masse de valeur transmise par la dépréciation et la durée pendant laquelle elle se transmet tendent à augmenter avec l'alourdissement matériel des infrastructures productives; d'autre part l'accroissement de la composition organique qui découle de cet alourdissement tend à accélérer la transformation des forces productives pour accroître le taux de plus-value et par conséquent à élever la probabilité d'obsolescence des moyens de production investis. Ainsi la dévalorisation du capital est l'expression nécessaire de la régulation aveugle d'un marché de production fondé sur un rapport antagonique et ne faisant apparaître le caractère social du travail qu'a posteriori dans le processus de l'échange des marchandises. Plus la société développe sa capacité productive en approfondissant la division du travail, plus elle subit des pertes importantes"¹.

La dévalorisation par obsolescence est évidemment déjà présente dans le contexte des stades théoriques antérieurs. Mais son impact est cette fois différent. Regardons son effet au stade précédent de l'analyse, le stade 4. Dans celui-ci on peut trouver une situation comme celle qui va nous préoccuper. Prenons l'exemple d'un capitaliste qui pour rester dans la course concurrentielle doit mettre ses installations au rebut avant qu'elles ne soit usées et encourt ainsi une perte de dévalorisation par obsolescence. Supposons que grâce à cet

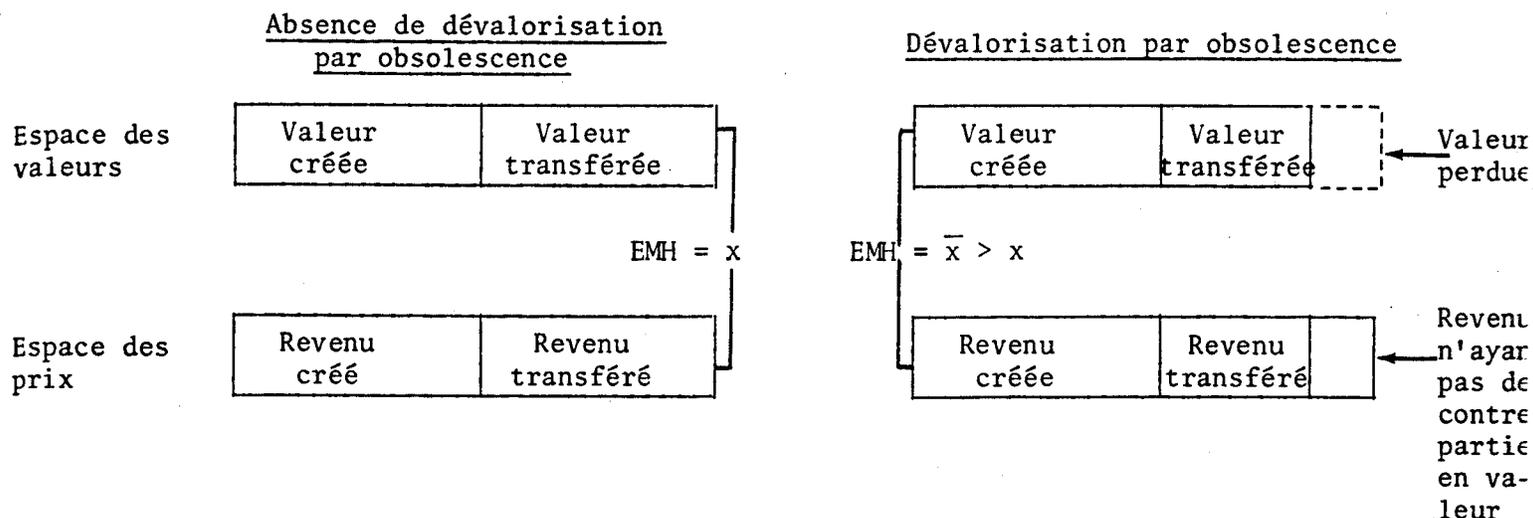
¹Régulation et crises, p. 83.

emprunt il dispose du même montant que celui qu'il aurait acquis par amortissement s'il n'avait pas subi la perte de dévalorisation. Le montant est créé ex nihilo suite à une ouverture de crédit du banquier. Mais le pouvoir d'achat lié à cette monnaie présente une particularité. Il sert à compenser une perte qui a déjà eu lieu. Aucun espoir de validation ne peut dès lors être attachée à l'objet du crédit. On va donc voir circuler des fonds monétaires qui non seulement ne sont pas issus d'une création ou d'un transfert de valeur mais qui n'ont aucune chance d'être liés à de tels processus puisqu'ils ont été émis pour couvrir des pertes¹. Dans le contexte du stade 4, ce gonflement de l'espace des prix, au-delà du rapport qu'il entretenait jusque-là avec l'espace des valeurs, n'est que provisoire. Le capitaliste ne va pouvoir rembourser le banquier que s'il peut répercuter la perte sur d'autres agents en réalisant un profit de circulation. Mais de même qu'à la roulette la bille doit bien finir par s'arrêter quelque part, de même la perte doit être supportée par une fraction des agents. La sur-émission entraîne une démonétisation des signes de crédit liés à la grandeur de valeur perdue. Ex post le montant total de monnaie va correspondre à la grandeur du revenu définie par la grandeur de la valeur totale créée et transférée.

Par contre, au stade de l'accumulation intensive, l'issue du même problème sera différente. Le rétrécissement sur l'espace de la valeur consécutif à une perte de dévalorisation ne va plus, comme au

¹Dans l'exemple choisi la perte a lieu préalablement à l'emprunt mais la logique est la même si au moment de l'emprunt les choses sont encore ouvertes et si la perte de dévalorisation par obsolescence ne se révèle que plus tard au cours du cycle.

cas précédent, engendrer un rétrécissement sur l'espace des prix mais une modification de l'EMH.



La signification de cette évolution du système monétaire est importante. Grâce à elle le capital, ou plutôt la fraction du capital ayant un accès privilégié à l'emprunt, ne doit pas supporter elle-même les pertes de dévalorisation frappant ses moyens de production devenus obsolètes. Certes, au stade antérieur il existe déjà une échappatoire. Dans la mesure où ces entreprises détiennent un pouvoir de marché, elles peuvent fixer leur prix au-dessus du prix d'équilibre et compenser la perte d'obsolescence par un profit de circulation. Cette pratique entraîne une distorsion des proportions d'échange par rapport aux montants d'équilibre. Mais elle se produit dans un espace de prix et de revenu dont la grandeur totale reste inchangée. La compensation de la perte de valeur s'effectue exclusivement par un accroissement du profit de circulation. Ceci est décrit au point 4 du schéma de la page 7.

Maintenant une seconde échappatoire, beaucoup plus vaste, vient s'ajouter à la première. Elle a lieu sans aucune distorsion du rapport d'équivalence entre les marchandises mais par un affaiblissement de la valeur d'échange de la monnaie par rapport à l'ensemble des marchandises à travers la modification de l'EMH (cf. le schéma ci-dessus). Au lieu d'avoir ce qu'on pourrait appeler un rejet localisé de la perte sur les seuls acheteurs des marchandises dont le prix effectif est supérieur au prix d'équilibre, il y a cette fois un rejet diffus et général. L'ampleur possible de ce dernier type de rejet est plus grande puisqu'il n'introduit pas de distorsion dans les relations d'équivalence et se répercute sur l'ensemble des acheteurs. L'incapacité à réaliser les anticipations sur valeurs futures se traduit par un glissement de l'EMH, laquelle se manifeste par une hausse du niveau général des prix.

L'inflation est donc provoquée par la circulation de fonds monétaires qui ne constituent pas un revenu ou un pouvoir d'achat issu d'une création ou d'un transfert de valeur mais qui s'ajoutent au revenu fondé sur la valeur pour acheter le produit net nouvellement créé par le travail social. Son rythme est fonction du rapport entre la grandeur du revenu ne trouvant pas ultimement une contrepartie en termes de création ou de transfert de valeur et celle du revenu qui trouve cette contrepartie.

Le processus d'obsolescence sous-jacent à l'inflation est difficile à arrêter. En fait le système est pris dans un engrenage, la chose pouvant s'expliquer comme suit¹. L'inflation rejette les pertes

¹ Le lecteur trouvera dans les lignes qui suivent la manière dont nous interpréterions la fameuse "spirale" entre les prix et les salaires", (notez l'ordre dans lequel ces deux termes sont placés).

sociales sur l'ensemble des agents, c'est-à-dire en d'autres termes en grande partie sur les salariés. L'effet de diffusion des pertes est dès lors, toutes autres choses étant égales, d'introduire un décalage du salaire effectif moyen par rapport au salaire de référence. Celui-ci consiste en l'expression monétaire de la valeur de l'ensemble des marchandises entrant dans la norme de consommation qui permet la reconstitution intégrée de la force de travail. L'expression monétaire appliquée au panier des biens salariaux est celle qui est en vigueur au moment du contrat salarial au début du cycle de production. Si entre le début et la fin du cycle, elle a augmenté, concomitamment à la hausse du prix des marchandises, le salaire effectif moyen ne pourra pas assurer une pleine satisfaction de la norme de reconstitution. Il y a alors un profit de circulation inter-classes à l'avantage de la classe capitaliste et aux dépens de la classe salariée. Mais dans un régime d'accumulation intensive cette situation rencontre des limites. Il faut d'abord rappeler que les salaires y sont pour une large part fixés dans le cadre de négociations collectives. Le contexte de concessions réciproques qui y préside a permis, en tous les cas durant la période "d'âge d'or" de ce stade (validation quasi-complète du travail vivant), aux organisations syndicales de poser des exigences, sinon de protection intégrale par rapport à l'inflation, du moins de rattrapage de ses effets. De plus des contraintes de reproduction globale du système pèsent sur la grandeur des salaires. Les salaires nominaux ne peuvent baisser sans quoi le paiement des biens achetés à crédit ne pourrait plus s'effectuer. Quant aux salaires réels, c'est-à-dire la dimension du panier de reconstitution, le système de production de

masse dans la section productrice des biens de consommation, qui découle lui-même du progrès technique, entraîne comme exigence de débouché, sinon l'accroissement de la norme de consommation, au moins son maintien. La reproduction du système se trouve donc affrontée à des exigences contradictoires : d'une part, il faut produire suffisamment de plus-value, compte-tenu des pertes d'obsolescence et, d'autre part, il faut maintenir le système de concertation, soutien de la "paix sociale", et assurer des débouchés au capital produisant des biens de consommation. La seule échappatoire est celle de la fuite en avant : accroître suffisamment la productivité du travail pour permettre en même temps une hausse des salaires réels et une hausse du taux de plus-value. Ceci se produit aussitôt que la hausse de la productivité économique (la productivité physique corrigée par les effets négatifs des pertes de valeur de toutes formes) dépasse la hausse du coût salarial. Mais cette solution implique la mise en oeuvre de nouveaux progrès techniques, ce qui ramène le système dans l'ornière de l'obsolescence...

Dans la mesure où elle réalise cette fonction de diffusion de la perte de valeur, l'inflation rampante apparaît comme un trait fondamental de l'accumulation intensive. Sa manifestation est une hausse des prix endémiques qui se produit malgré une forte croissance de la productivité du travail (laquelle à EMH stable devrait se traduire par une baisse des prix). Loin d'être dysfonctionnelle, l'inflation rampante est un élément de régulation. Ceci apparaît dans le langage courant. Si on continue par habitude, dérivée d'un contexte social antérieur, à l'appeler un mal, en fait on la considère plutôt comme une "drogue tonique", "tant qu'elle reste à un niveau supportable".

On ne peut donc pas lier automatiquement inflation et crise. La liaison est correcte pour l'inflation cumulative mais non pour l'inflation rampante. Celle-ci se produit alors même que le système est, pourrait-on dire, au mieux de sa forme. Rappelons que le raisonnement qui précède est établi dans un contexte de pleine validation du travail privé. Il n'y a pas d'inventus. La production des deux sections s'équilibre et les taux d'utilisation des capacités sont corrects. La perte de valeur dont nous avons étudié les effets n'est pas liée à une non-validation de travail privé mais seulement à l'obsolescence. Or on ne peut réellement parler de crise que lorsqu'il y a suraccumulation et consécutivement, non-validation de travail privé. L'inflation, telle qu'elle est décrite ici, fonctionne à un niveau plus profond, préalable à la crise¹.

¹Si la pleine validation correspond à une pleine utilisation de la force de travail social et si dans ce contexte il y a en plus une situation de déficit budgétaire, celui-ci va effectivement accroître le rythme de l'inflation, selon le mécanisme décrit plus haut.

III - La crise en régime d'accumulation intensive. De l'inflation rampante à l'inflation cumulative

Dans le raisonnement qui précède, les pertes de valeur prenaient la forme exclusive de pertes d'obsolescence, en supposant l'absence de pertes de non-validation. Une telle coupure est naturellement trop forte dans la mesure où les deux facteurs interagissent. Néanmoins le fondement de la distinction n'est pas seulement pédagogique. Elle nous semble également épouser les contours du développement historique. Regardons maintenant ce qui arrive quand la pleine validation ne peut plus s'effectuer. Le plein emploi n'est pas réalisé, les capacités de production sont sous-utilisées et l'ensemble de la production ne parvient pas à s'écouler.

La racine de la crise capitaliste se trouve toujours dans une incapacité du système à produire suffisamment de plus-value pour maintenir la rentabilité moyenne du capital, qui est la clé de voûte de la reproduction du rapport salarial. Les facteurs qui la déterminent sont bien connus. Il y a d'abord le jeu d'une série d'éléments liés à la production et à la circulation de la valeur et qui se résument dans deux rapports articulés : le taux de plus-value et la composition du capital. Il y a ensuite la manière dont la plus-value créée se répartit entre différentes affectations : consommation capitaliste, accumulation, dépenses étatiques et dépenses de circulation. Par rapport à ces traits généraux, la crise prend des caractéristiques propres dans l'accumulation intensive. Sa cause réside dans l'incapacité du système

à accroître suffisamment le taux de plus-value pour permettre la réalisation simultanée des deux exigences signalées plus haut. De plus, la crise s'inscrit dans un contexte de contraintes nouvelles qui résultent du développement à l'intérieur de ce stade : rigidité du salaire nominal, compressibilité limitée du salaire réel, difficulté de faire marche arrière dans les interventions étatiques procurant des biens directement sociaux entrant dans la reconstitution de la force de travail et prenant partiellement en charge la subsistance des travailleurs inemployés. Tous ces éléments ont pour effet de limiter les marges de manoeuvre disponibles dans le processus de restauration du taux de profit.

La crise économique est toujours liée à une suraccumulation. La masse de capital existante ne peut être entièrement mise en valeur. Il y a trop de capacités de production. La masse des marchandises produites ne peut être écoulee et supputant la mévente, les entreprises doivent se contenter du moindre mal que constitue la sous-utilisation des capacités de production. Ce processus est évidemment cumulatif. En conséquence la rentabilité moyenne baisse, les entreprises les moins efficaces tombent en faillite. Le chômage s'accroît. La suraccumulation concerne donc le premier aspect de la perte de la valeur, la non-validation du travail privé avec sa double dimension d'incapacité à créer et à transférer de la valeur. En un mot, la suraccumulation manifeste l'échec de la réussite de la pleine validation et la baisse de la rentabilité moyenne la sanctionne.

La première remarque que l'on peut faire sur le lien entre inflation et crise est que le phénomène d'obsolescence généralisée, qui est à la racine de l'inflation rampante, permet dans une certaine mesure de reporter dans le temps l'apparition d'une suraccumulation. En effet l'obsolescence entraîne un rabaillage permanent de la composition valeur du capital, freinant ainsi son éventuelle tendance à la hausse. Dans l'accumulation intensive, la composition du capital connaît donc une évolution plus régulière en comparaison de ce qui se passait dans l'accumulation extensive. Dans celle-ci l'évolution était beaucoup plus saccadée et s'inscrivait dans des rythmes facilement définissables : hausse rapide de la composition du capital, suaccumulation et crise, faillites et krachs financiers, dévalorisation brutale. La crise était violente et dure mais également curative. Le traitement de choc rétablissait l'équilibre entre les grandeurs déterminant le taux de profit. Dans un système de dévalorisation permanente les crises ne revêtent pas la même physionomie. Elles ne se déclarent pas aussi franchement. Au contraire, leur phase initiale s'étale dans le temps. La crise devient larvée. Moins brutale donc, mais sans doute aussi moins curative.

Lorsqu'elle se produit, se manifestant par une dépression des affaires et un déclin de la rentabilité moyenne, elle s'accompagne - trait propre de nouveau au régime d'accumulation intensive - d'une accélération de la hausse des prix, jusqu'alors endémique. Pour en comprendre les raisons, regardons ce qui se passe dans la phase précédant immédiatement la crise. La crise financière s'inscrit dans la foulée d'une période d'euphorie des affaires. Voici comment

Aglietta décrit cet enchaînement d'abord dans le cadre de l'accumulation extensive et ensuite dans celui de l'accumulation intensive.

Premier cas : accumulation extensive

"(La transgression de la contrainte de pleine réalisation) résulte d'un développement inégal qui engendre un déséquilibre macroéconomique s'imposant aux capitalistes individuels. Dans sa phase initiale, ce déséquilibre global ne se traduit pas par une pénurie des occasions d'investissement, mais au contraire par une accélération du développement de la section productrice des moyens de production. La crise financière débute par une euphorie des affaires. Le déséquilibre s'inscrit dans le schéma de reproduction élargie du capital à l'insu des capitalistes individuels. Ces derniers, encouragés par les résultats de la valorisation antérieure obtenus aisément, anticipent de meilleurs résultats dans l'avenir et accélèrent leurs programmes d'investissements d'autant plus qu'ils disposent de réserves monétaires substantielles. Ils peuvent le faire parce qu'ils ne ressentent pas immédiatement la contrainte monétaire. En effet lorsque la pleine réalisation du produit social devient impossible en monnaie, elle reste possible à crédit. Il y a donc bien décollage du système de crédit à l'égard de la contrainte monétaire puisque le crédit permet la poursuite et même l'accélération de la dépense sociale dans cette phase d'euphorie des affaires, alors que les proportions entre les deux sections de production nécessaires pour satisfaire aux échéances finales n'existent plus. De là découlent les manifestations habituelles de l'euphorie des affaires qui dégénèrent en boom spéculatif"¹.

Deuxième cas : accumulation intensive

"La crise financière s'ouvre de la même manière par une phase d'euphorie des affaires prolongée en boom spéculatif lorsque le développement inégal s'introduit dans les échanges des deux sections de production au point de ne plus rendre possible la réalisation effective du produit global. Cette réalisation se fait à crédit. Mais

¹Op. cit., p. 303.

dans le cas qui nous occupe ici, le processus inflationniste est plus progressif et plus prolongé parce que les monnaies bancaires ne décollent jamais de la contrainte monétaire pour se transformer en simples créances qui ultérieurement seront brutalement démonétisées. Au contraire, c'est la contrainte monétaire qui s'affaiblit parce que la banque centrale peut en toutes circonstances assurer l'unité des monnaies bancaires par l'émission de sa propre monnaie. En le faisant dans une situation où les monnaies bancaires portent des assignations sur des valeurs futures de plus en plus aléatoires, la banque centrale opère une pseudo-validation sociale du revenu. C'est pourquoi l'endettement cumulatif, croissant beaucoup plus vite que la valeur d'échange du produit et de plus en plus instable, qui se développe dans cette phase de la crise financière, se traduit par une accélération de la perte de valeur de la monnaie nationale"¹.

Le boom provoque donc une pleine utilisation des capacités de production dans la section productrice des biens de production. Leurs prix tendent à monter de même que celui des matières premières. Le maintien dans la course concurrentielle oblige toutes les entreprises d'une même branche à renouveler et à élargir leurs moyens de production. L'endettement s'accroît entraînant progressivement une pénurie des ressources financières, une hausse des taux d'intérêt, l'essor de la spéculation financière. Le "réveil" se produit lorsqu'il s'agit de vendre la production nouvelle. On s'aperçoit alors qu'une stratégie d'investissement peut être bonne pour un capitaliste particulier mais négative pour l'ensemble de la branche lorsque toutes les entreprises font le même raisonnement. Il y a surinvestissement. La production totale liée à une utilisation correcte des capacités est largement excédentaire par rapport à la demande. L'ensemble de la création de valeur, qui aurait été nécessaire pour que la totalité des

¹Idem, p. 315.

assignations sur transactions futures soit confirmée, s'avère impossible à effectuer. Dans un premier temps une nouvelle fuite en avant peut se produire avec cette fois une accélération des investissements de rationalisation, maintenant la pression de la demande sur la section des biens de production. Mais l'échéance de la validation par le vente finit toujours par arriver. Alors les entreprises se trouvent devant la difficulté de devoir rembourser un endettement accru alors qu'en même temps elles ne parviennent à vendre leurs produits. Plus question de fuir en avant. La structure d'endettement ne peut plus être dépassée sans mettre en péril les ratios élémentaires des bilans. D'où l'arrêt brutal de la demande des biens d'investissement. La propagation de la difficulté de réalisation se généralise à l'ensemble de l'économie. C'est alors la dépression. Dans les termes d'Aglietta :

"La contrainte monétaire s'affirme brutalement sous la forme d'une contrainte de liquidités. Alors commence la phase de la déflation de la dette à court terme. Elle a l'allure décrite antérieurement lors de l'analyse de la grande dépression. L'important est de remarquer que toute la structure du capitalisme moderne fonctionne de manière à éviter que cette phase ne dégénère en panique financière. Elle ne peut pas le faire sans interrompre l'apurement de la pyramide des dettes. Ainsi l'économie trouve un seuil de résistance dès que les stocks ont pu être écoulés et que la dette à court terme est en voie de consolidation parce que les arrangements bancaires autorisés par la centralisation financière contemporaine, dont la cohésion est garantie par la banque centrale, permettent d'éviter la déstabilisation générale du système financier qui conduirait aux destructions massives de capital fixe. Dans la récession sévère de 1974-1975, la production industrielle en dollars constants a chuté de 9%

et le pouvoir d'achat de la masse salariale s'est contracté de 11%. Il y a certes eu une déflation de certains prix industriels qui s'étaient envolés dans le boom spéculatif, mais pas de déflation générale. Le niveau général des prix a décéléré d'un rythme de pointe de 14% pour se stabiliser, après quelques oscillations, sur un nouveau régime d'inflation rampante de l'ordre de 5,5% à 6%¹.

A la question "pourquoi la crise s'accompagne-t-elle d'un accroissement de l'inflation?" on peut répondre, de façon synthétique, de la manière suivante. La crise se manifeste comme une baisse de la rentabilité moyenne. Celle-ci est liée à une hausse de la composition en valeur du capital non compensée par une hausse suffisante du taux de plus-value en même temps qu'à une rupture des relations de proportionnalité entre les deux sections de l'économie. La hausse de la composition en valeur du capital découle de la formation de capital nouveau. Celui-ci est financé par une création de monnaie ex nihilo. Si l'ensemble du capital nouveau créé ne peut être valorisé, les assignations sur transactions futures impliquées par le crédit ne peuvent être confirmées. La hausse de l'EMH en est la conséquence.

Concluons. Pour comprendre l'inflation contemporaine, il faut la scinder en deux composantes, selon que la hausse des prix se rattache aux facteurs qui engendrent l'inflation rampante ou selon qu'elle est liée à la crise. Le premier type d'inflation constitue le socle sur lequel le second peut se développer. Tous deux se rapportent au même processus, la rupture entre la formation du revenu et la création et le transfert de valeur. Mais ils se rattachent à des aspects

¹Aglietta, op. cit., pp. 321-322. Ces données s'appliquent aux Etats-Unis.

particuliers de ce processus de rejet sur l'ensemble de la collectivité de la perte de valeur. L'inflation rampante doit être reliée à la perte de valeur occasionnée par l'obsolescence. Elle paraît être un phénomène permanent, inséré en profondeur dans le mécanisme de régulation du système. L'inflation cumulative, elle, se rattache à l'incapacité à réaliser le produit total découlant d'une utilisation correcte des capacités de production et donc à opérer à la fois la création de la valeur et le transfert de la valeur réactualisée. Elle est liée à l'occurrence de la crise et n'a donc pas le même caractère de permanence que le premier type d'inflation.